

***l'Anti*capitaliste**

n°267 | 4 décembre 2014 — 1,20€

domadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



Qui sème la misère récolte la colère !

Dossier

Liberté, INégalités, fraternité?

Pages 6 et 7

ÉDITO

Palestine: dans quel État?
Page 2

PREMIER PLAN

**USA: Ferguson, la révolte
contre l'injustice raciste
et criminelle**
Page 2



ACTU POLITIQUE

**Front national: un congrès
(inter)national...**
Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Israël-Palestine: entretien
avec Michel Warchawski**
Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Palestine: dans quel État ?

Par 339 voix contre 151 (et 16 abstentions), l'Assemblée nationale s'est donc prononcée pour la reconnaissance de l'État de Palestine. Ne boudons pas notre plaisir: comme lors de l'admission de la Palestine à l'ONU, en tant qu'«État non-membre», en novembre 2012, les mines déconfitées des partisans de l'État d'Israël, qui constatent que ce dernier n'est pas intouchable, sont pour le moins réjouissantes.

Mais ne nous y trompons pas. Le vote des parlementaires est symbolique, et n'aura aucune conséquence concrète pour les Palestiniens. Tout d'abord parce que les assemblées françaises n'ont pas de rôle décisionnel en matière de diplomatie, et se contentent d'«inviter» l'exécutif à reconnaître l'État de Palestine. De plus, le texte de la résolution ne prévoit aucun mécanisme contraignant à l'égard d'Israël, quand bien même celui-ci occuperait désormais un «État» formellement reconnu. Laurent Fabius a d'ailleurs expliqué qu'avant toute reconnaissance formelle, la France défendrait une «relance des négociations» pour aboutir, d'ici «deux ans», à une solution définitive. Mais de qui se moque-t-on? En 1994, les accords d'Oslo promettaient une solution «dans cinq ans». En 2003, George W. Bush envisageait une solution «en 2005». En 2007, il prévoyait l'établissement d'un État palestinien «dans un an». En 2010, Obama en appelait à la création dudit État «en 2011». Etc. Pendant combien d'années la mascarade diplomatique va-t-elle encore se poursuivre? Pendant combien de temps l'État d'Israël va-t-il le pouvoir expulser, enfermer et bombarder les Palestiniens sans s'attirer davantage de réprobation que des prises de position symboliques et des invitations à «négocier»? Combien de lois discriminatoires et racistes vont-elles encore être adoptées au Parlement de la «seule démocratie du Moyen-Orient», sans que nos courageux gouvernants ne lèvent le sourcil? Le temps des mesures symboliques et de la défense de pseudo-négociations bilatérales entre l'occupant et l'occupé est largement révolu. L'urgence de l'heure n'est pas à la reconnaissance d'un État qui n'existe pas, mais bel et bien au boycott total et aux sanctions contre un État qui jouit d'une lamentable impunité internationale. C'est l'isolement et la mise au ban de l'État d'Israël, par le développement de la campagne BDS, qui pourront permettre d'envisager un avenir moins sombre pour les Palestiniens.

BIEN DIT

Que le capitalisme soit à l'origine du saccage planétaire de l'environnement, c'est sûr. Dire "arrêtons le saccage de l'environnement" sans dire "abattons le capitalisme", c'est un leurre. C'est la taxe carbone ou l'écotaxe: des remèdes dont tout le monde sait qu'ils sont inefficaces.

L'ÉDITEUR ÉRIC HAZAN, dans une interview au journal *Politis* du jeudi 27 novembre

À la Une

Chômage et précarité: qui sème la misère récolte la colère!

En octobre, un nouveau record est tombé en matière de chômage... mais le gouvernement poursuit sa politique hypocrite. Pourtant des solutions existent mais pour cela, il faudrait s'affronter au capitalisme.

Le nombre de demandeurEs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'est établi à 3 460 900 en France (hors départements d'outre-mer) fin octobre 2014. Soit une augmentation de 179 900 personnes par rapport à octobre 2013 (+5,5%). Les chômeurs en catégorie A, ce sont ceux totalement sans activité. Certains chômeurEs ont ce que l'on rappelle des «activités réduites», c'est-à-dire qu'ils réussissent à avoir quelques heures de travail: fin octobre, il y en avait 1 693 300. Mais ce n'est pas tout, 277 000 autres chômeurEs sont en formation, en stage, etc. et 390 600 autres inscrits à Pôle emploi sont considérés comme en emploi (des CDD précaires souvent). Au total, il y avait donc fin octobre 5 833 300 inscritEs à Pôle emploi, soit 300 000 de plus qu'un an auparavant.

Les plus de 50 ans sont particulièrement touchés par cette augmentation du chômage: +11,4% par rapport à octobre 2013. En fait, la politique de report de l'âge de la retraite provoque aussi des chômeurs supplémentaires: des salariéEs qui, par exemple après un licenciement, sont contraints de s'inscrire à Pôle emploi en attendant la retraite. Les jeunes subissent moins cette hausse du chômage, mais une part du chômage de cette catégorie est dissimulée dans les divers contrats subventionnés sur fonds publics: un quart des 16-25 ans qui sont en emploi le sont sur des emplois aidés...

L'hypocrisie règne

Mais il y a quand même un chiffre en baisse: c'est le pourcentage de chômeurEs indemnisés, qui passe à 46,6%! Bravo donc au gouvernement, au Medef et aux syndicats

signataires de la convention d'assurance chômage. Une partie des autres chômeurs reçoivent le RSA. Mais plus d'un million de personnes ne perçoivent rien: soit parce qu'il s'agit de jeunes de moins de 25 ans (qui n'ont pas du tout travaillé

les patrons, avec les milliards du Pacte de responsabilité. Mais les chômeurEs, les travailleurEs qui vivent dans l'angoisse de perdre leur emploi ou qui sont inquiets pour l'avenir de leurs enfants n'ont droit, eux, qu'à des bonnes paroles.



ou pas assez pour bénéficier du RSA jeunes), soit parce que les ressources du foyer dépassent le plafond (parce que le conjoint a des ressources, même si c'est une allocation adulte handicapé ou une allocation chômage).

«Soyons honnêtes, nous sommes en échec face au chômage» a déclaré le ministre du Travail Rebsamen. La première honnêteté, ce serait d'arrêter les déclarations hypocrites: en quoi ce gouvernement se préoccupe-t-il sérieusement du chômage? On peut lui accorder qu'il se préoccupe de faire plaisir aux marchés financiers, en taillant dans les dépenses publiques, et de contenter

Pour ceux qui nous dirigent aujourd'hui – Hollande-Valls-Macron – et ceux d'hier – Sarkozy –, «ceux d'en bas» ne sont qu'une variable d'ajustement, et doivent payer pour la crise du capitalisme. «Ceux d'en haut» ont droit à tous les égards, et doivent pouvoir sans contrainte faire ce qu'ils veulent de l'argent de l'État. Ainsi, le site du ministère des Finances précise que «l'administration fiscale ne contrôlera pas l'utilisation du CICE» (crédit d'impôt compétitivité emploi). Par contre, les allocataires du RSA sont, eux, contrôlés, et un renforcement du contrôle des chômeurEs se profile à l'horizon.

Des solutions existent

Et pourtant le chômage de masse n'est pas une fatalité. Trois pistes d'action sont nécessaires. D'abord, créer les emplois manquant dans l'éducation et la santé et embaucher sur des emplois publics correspondant aux besoins sociaux non satisfaits: aide aux personnes âgées, aux enfants et aux malades, restauration de bâtiments, environnement, etc. Ainsi, un million d'emplois publics à plein temps payés au salaire moyen coûterait à l'État 16,4 milliards d'euros (ce calcul tient compte des prestations économisées et des recettes fiscales supplémentaires), soit beaucoup moins que ce qui est actuellement déversé sur les entreprises sans impact sur le chômage. Ensuite, il faut partager le travail, avec une réduction du temps de travail dans le secteur privé avec embauches correspondantes. Enfin, il faut un plan de formation adapté pour les jeunes rejetés par le système scolaire.

Voilà ce que ferait un gouvernement aussi fidèle aux intérêts des opprimés que Hollande et sa bande le sont aux intérêts des oppresseurs. Un tel gouvernement ne sortira pas d'une combinaison parlementaire. Il devra s'affronter sans concession au capital. Il apparaîtra «quand tous les pauvres s'y mettront», comme le dit une vieille chanson du mouvement ouvrier. À nous d'y travailler en construisant pied à pied avec toutes celles et ceux qui y sont disponibles l'unité du monde du travail, en emploi ou privés d'emploi. C'est en particulier pour cela que le NPA sera présent dans les rassemblements et manifestations qui ont lieu ce samedi 6 décembre.

Henri Wilno

USA

À Ferguson, la révolte contre l'injustice raciste et criminelle

Lundi 24 novembre, après des mois d'attente, un Grand jury (chargé de décider si un cas ira au procès judiciaire ou pas) a décidé de ne pas inculper le policier qui a tué un jeune noir de 18 ans, Michael Brown, en août dernier.

Brown était sans arme quand le policier a ouvert le feu, et selon des témoins avait ses mains levées. La décision a déclenché la colère et la révolte au sein de la communauté noire à Ferguson, une banlieue de la ville de Saint-Louis dans le Missouri. Dans cette ville, des manifestations, dont certaines ont dû affronter la violence

de la police, ont commencé dans les minutes qui ont suivi l'annonce de la décision. Dans une déclaration télévisée, Obama a admis la frustration des Noirs et a fait une vague allusion à l'actualité des discriminations raciales. Mais son propos était plutôt dirigé contre les manifestantEs qui ne devraient pas «gueuler» trop fort!

«Discrimination institutionnalisée»

Le lendemain, des manifestations ont eu lieu dans tout le pays et ont continué les jours suivants. Le couvre-feu a été décrété à Ferguson. Les témoins, y compris des journalistes de chaînes importantes, affirment que la violence venait des forces de l'ordre qui portaient des équipements anti-émeute et ont utilisé du gaz lacrymogène. Le vendredi 28 novembre, le jour suivant la fête de «Thanksgiving», l'un des jours les plus importants pour le commerce, des manifestantEs ont bloqué l'accès à plusieurs grandes surfaces dans

la région de Saint-Louis. Dans bien des manifestations, des Blancs ont participé en nombre important. La centrale syndicale AFL-CIO a publié un article dénonçant l'attitude raciste de la justice étatsunienne. Un comité de l'ONU contre la torture a aussi dénoncé l'usage excessif de la force par la police aux USA, et Zeid Ra'ad Al Hussein, responsable à l'ONU d'une commission consacrée aux droits de l'homme, a dénoncé la pratique de «discrimination institutionnalisée» aux USA.

«La vie des Noirs compte!»

Parmi les mots d'ordre et les chants repris dans les manifestations, on entendait «la vie des Noirs compte» et «Mains levées, ne tirez pas», en référence au grand nombre de cas où des policiers blancs ont tué un Noir. Et très rares sont des inculpations des flics tueurs. Des manifestations ont donc eu

Un monde à changer

BHOPAL. Trente ans après, la plus grave catastrophe industrielle de l'histoire continue de faire des victimes. Durant la nuit du 2 décembre 1984, quarante tonnes de gaz blanchâtre se répandent autour de l'usine de pesticides du groupe américain Union Carbide à Bhopal dans le centre de l'Inde, usine située à proximité d'une zone de bidonvilles. Le nombre de morts est estimé à 25 000 personnes. Les cadavres sont ramassés par camions entiers...

En 1989, Union Carbide a accepté une amende – 470 millions de dollars – si légère que le jour du verdict, leurs actions grimpent de 7% à la Bourse. Sous la pression des victimes, les autorités déposent un recours en décembre 2010 devant la justice indienne, procédure actuellement au point mort.

Union Carbide avait pris l'habitude d'arroser les politiciens et les autorités administratives locales : les autorités ignorent donc des incidents prémonitoires, dont trois fuites de gaz en 1982 et 1983. Depuis, les pratiques n'ont guère changé : Dow Chemical (qui a repris Union Carbide en 2001) refuse toute responsabilité et continue d'agir sur un double registre : pots-de-vin aux

fonctionnaires et politiciens indiens, et menaces de ne plus investir en Inde si le dossier n'est pas enterré.

Trente ans plus tard, l'usine abandonnée est restée en l'état. Aucun nettoyage du site n'a été entrepris : les déchets contaminés sont toujours là, et les résidus chimiques continuent de contaminer la nappe phréatique. Ce n'est que l'été dernier que les habitantEs des quartiers entourant le site, ont enfin vu arriver de l'eau potable fournie au robinet par la ville. Ils avaient l'habitude de boire au mieux de l'eau apportée par camions-citernes, au pire l'eau contaminée. De nombreux survivants souffrent de difficultés respiratoires, de troubles de la vue, etc. 570 000 personnes souffriraient d'infirmités et de séquelles variées. Les promesses de soins gratuits ne se sont pas vraiment concrétisées, tandis que les indemnités ont été dérisoires : les 100 000 roupies (1300 euros) prévues pour un décès et 25 000 roupies (325 euros) pour les malades n'ont souvent pas été payées, ou alors amputées de prélèvements et pots-de-vin.

Les survivantEs luttent pour leurs droits : ils manifestent et quelques-uns sont même allés récemment jusqu'à une grève de la soif.

SARKOZY – UMP **Le Bonaparte aux petits pieds**

Raté ! L'événement politique du week-end dernier n'aura pas été la victoire de Sarkozy dans le vote pour la présidence de l'UMP, mais son score unanimement jugé faible, 64,5 %, alors qu'il avait recueilli vingt points de plus en 2004, lors de sa première prise de contrôle de l'appareil du parti.

L'éditorial de *Libération* résume l'opinion générale : « le phénix de la droite décomplexée devait survoler la compétition ; il a pataugé dans une campagne marécageuse pour terminer avec un score en demi-teinte qui l'empêche de "tuer le match". Il devait prendre le rôle de l'opposant impérieux qui installe dès son arrivée l'idée d'une alternance réglée d'avance ; il doit encore batailler deux années contre des rivaux encouragés par sa déconvenue. » L'aura du chef est écornée, la magie bonapartiste ne fonctionne plus.

Deux jours plus tôt, *Le Parisien* publiait un sondage dans lequel 68% des interviewés, 57% des sympathisantEs de droite et 50% de ceux de l'UMP estiment qu'il y a pour ce parti « un risque d'implosion ». Selon la même enquête, 43% des sympathisantEs de l'UMP se prononcent pour « une alliance avec le centre », donc pour ce qui constitue désormais la « ligne Juppé », 38% pour « l'indépendance » et 18% pour « un rapprochement avec le FN ».



Sarko'mmence... DR

La guerre est ouverte

Autant dire que Sarkozy aura la tâche tout sauf facile. Comme le signale *le Figaro*, « l'ère de la primaire pour la présidentielle est désormais ouverte ». Et la droite reste plus éparpillée que jamais, entre lignes politiques en conflit et ambitions personnelles en vue de cette nomination censée assurer la victoire en 2017. Sur les rangs, l'ex hyper-président et démagogue en

chef qui, avec la masse des affaires en cours et des juges qui l'attendent au tournant, évoque de plus en plus un Silvio Berlusconi ; l'ancien second, le palot Fillon, qui pour se donner de l'allure tente d'enfiler le tailleur de Margaret Thatcher ; et l'actuel favori des sondages, Juppé « le meilleur d'entre nous » dicit Chirac, qui prétend incarner l'alternance tranquille et responsable, à la Merkel ou à la Cameron ; sans

compter les autres aspirants, dont Bruno Lemaire, tout émoustillé par ses 29% obtenus ce samedi 29 novembre. Entre eux tous, la guerre est désormais ouverte.

Les plus satisfaits sont les responsables du gouvernement et du PS. Protégés du discrédit populaire par les institutions de la V^e République, dont le caractère antidémocratique n'a peut-être jamais été aussi évident, ils jubilent de retrouver un adversaire qu'ils estiment à leur mesure. Marine Le Pen n'est pas non plus contrariée, elle qui considère que Sarkozy ne pourra définitivement plus refaire au FN le coup du « vol d'électeurs » de la présidentielle de 2007. Plus généralement, l'éclatement du champ de la représentation politique bourgeoise – de gauche, frondeurs compris, de droite ou d'extrême droite – n'a depuis des décennies jamais été si manifeste. Reste la question aussi lancinante qu'essentielle : à quand l'irruption de ceux d'en bas qui mettra un grand coup de pied dans cette fourmilière ?

Jean-Philippe Divès

lieu à travers le pays. À Milwaukee, 300 personnes ont manifesté le lendemain de la décision du Grand jury malgré un froid glacial. Cette manifestation portait sur deux sujets : la protestation contre la décision de Ferguson, et l'exigence qu'un policier qui avait tué un Noir de 31 ans, Dontre Hamilton, le 30 avril dernier à Milwaukee, soit enfin inculpé.

Exclusion raciste, politique et économique

Ferguson est une communauté très majoritairement noire. Mais cinq conseillers municipaux sur six sont Blancs et il n'y a seulement que trois policiers noirs sur cinquante-trois... S'ajoute à ça un très fort taux de chômage et de pauvreté. Comme ailleurs, le harcèlement policier fait partie de la vie quotidienne des jeunes noirs. Pour dévastatrice qu'elle soit, la violence policière n'est que la pointe



À Ferguson, pas de justice, pas de paix... DR

de l'iceberg concernant les rapports entre le système judiciaire et la communauté noire. Les États-Unis sont le pays avec le plus grand nombre

d'incarcérés au monde. Les Noirs constituent un énorme pourcentage de ces détenus, souvent emprisonnés pour trafic de drogue. Ces chiffres

sont un bon indicateur de l'attitude discriminatoire et raciste de la police, car des études sérieuses montrent que les Noirs et les Blancs utilisent et vendent des drogues – souvent douces comme le cannabis – dans les mêmes proportions... mais que ce sont les Noirs qui vont en prison en plus grand nombre. En sortant de prison, ils rencontrent alors de grandes difficultés pour trouver un emploi et un logement. Cela contraint beaucoup d'entre eux à vivre à l'ombre de l'économie « officielle », dans des milieux marginaux, et donc souvent à participer à des activités illégales.

Alors que le mouvement Occupy Wall Street a mis en lumière les inégalités croissantes aux USA, la révolte et les manifestations autour de la mort de Michael Brown soulignent le profond racisme de la société capitaliste étatsunienne.

De Milwaukee, Keith Mann

Le chiffre

-5

C'est en degré – et en négatif – le seuil à partir duquel les hébergements d'urgence pourront ouvrir pour accueillir les SDF. En effet, une circulaire du 10 octobre 2014, envoyée il y a quelques jours aux préfetures, indique que les places d'hébergement supplémentaires n'ouvriront qu'à partir de -5°C ressentis. Une « gestion au thermomètre » cynique... et certainement criminelle cet hiver.



Agenda

Samedi 6 décembre, journée nationale de manifestations contre le chômage et la précarité.
À Paris à 14h place Stalingrad.

Samedi 6 décembre, réunion publique sur mai 68, Châteaulin (29). Avec Alain Krivine, à 20h30 à Run ar Puns.

Lundi 8 décembre, réunion publique du NPA, Marseille. Avec Olivier Besancenot, à 19h au théâtre Mazenot, 88 rue d'Aubagne (métro Notre-Dame-du-Mont).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

C'est une bonne nouvelle pour la démocratie.

FRANÇOIS REBSAMEN, à propos du retour de Sarkozy, sur l'antenne d'Europe 1, mardi 2 décembre

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

CONFÉRENCE ENVIRONNEMENTALE

Deux jours de filouteries!

Après une loi sur la transition énergétique dérisoire, sans moyens et nucléaire-compatible, et surtout après l'assassinat de Rémi Fraisse à Sivens, le gouvernement tente de se refaire une façade verte, tout comme lors des deux précédentes conférences environnementales.

Repoussée de septembre à octobre, puis d'octobre à novembre... cette grand-messe a bien failli ne pas avoir lieu. La planète ne s'en porterait ni mieux ni plus mal!

Finale de la conférence qui s'est déroulée jeudi 27 et vendredi 28 novembre s'est organisée en trois tables rondes : sur les transports, la santé et l'environnement, et enfin sur la préparation de la conférence climat de décembre 2015.

Mais la recette des réunions pour rien, des grandes déclarations sans effets, s'use et use les participants les plus coopératifs. Ségolène Royal a beau tenter de caresser les ONG dans le sens du poil, en affirmant que « le fait que les ONG soient exigeantes, cela (l)'aide à résister à un certain nombre de rapports de forces, de lobbies, de pressions », elle ne fait plus illusion, et de nombreuses associations et ONG ont refusé de cautionner : le Réseau action climat, France nature environnement, la Ligue de protection des oiseaux et les Amis de la terre ont décidé de boycotter la table ronde sur les transports. Rien de concret ne sort de cette conférence, tout juste une feuille de route annoncée pour janvier. Pourtant, la France dépasse toujours les normes de qualité de l'air. Le Centre international de recherche sur le cancer classe la pollution de l'air comme cancérigène certain. En 2010, 223 000 personnes sont mortes dans le monde des suites d'un cancer du poumon en lien avec la pollution de l'air. À Paris, en mars 2014, on respirait jusqu'à 6 millions de particules fines par litre d'air, essentiellement dues au trafic.



Il ne manque pas d'air... DR

Ils osent tout...

Valls vient de s'apercevoir qu'« En France, le moteur diesel a longtemps été privilégié. Ce fut une erreur », et veut avancer avec « intelligence et pragmatisme ». Autant dire que la santé peut encore attendre longtemps... D'autant que c'est toujours le tout-voiture qui domine, la priorité étant donnée aux autoroutes et jamais aux transports collectifs, sans parler de la fausse solution de la voiture électrique. Valls et Hollande font une nouvelle fois la démonstration qu'ils osent tout. Hollande d'abord. Il annonce qu'il demande au gouvernement « d'engager un chantier sur la démocratie participative » pour que « sur les grands projets (...), toutes les garanties » soient réunies, afin d'éviter les « formes inacceptables de violence »... Mais la palme revient sans doute à Valls qui n'hésite pas à citer l'écologiste René Dumont : « Il y a une urgence écologique, et si rien ne change, le scénario le plus probable est « grande cause nationale en 2015 » !

Heureusement que pendant ce temps, des initiatives sont prises un peu partout pour construire la mobilisation d'ici décembre 2015 pour changer le système, pas le climat!

Commission nationale écologie

BUDGET 2015 Après le sursis de Bruxelles, c'est pas fini!

Non sans difficultés, le budget 2015 a été voté, avec ses coupes budgétaires massives (21 milliards). L'annonce par le gouvernement de 3,6 milliards de réduction de dépenses supplémentaires, un recul de plus face à Bruxelles, a permis à Hollande et Sapin d'obtenir le feu vert de l'Union européenne. Mais même avec ces coupes, il est officiel que ce budget ne respectera pas les 3 % de déficit définis par les traités européens, 4,3 % étant prévus...

Tout ceci n'est pas acceptable pour Bruxelles et Berlin. Là-bas, on enrage en effet de voir que le gouvernement français renâcle à s'engager « dans la voie des réformes »... D'où la déclaration choc d'un commissaire européen lié à Merkel : « nous perdrons toute crédibilité si nous prolongions pour la troisième fois le délai accordé sans exiger des contreparties très concrètes et précises. La France doit s'engager sur des objectifs politiques clairs ». Selon celui-ci, les problèmes de la France seraient le coût élevé de sa main-d'œuvre, les forts prélèvements sur les salaires, l'augmentation de l'imposition des entreprises, etc.

De la lettre de Valls à la « recommandation » de Moscovici

Afin de rassurer ces « partenaires », Valls s'est donc fendu d'une lettre où il affirme que « La France mène des réformes économiques ambitieuses depuis 2012 et entend les accélérer ». Quatre domaines sont cités : la libéralisation du marché des biens et services, le fonctionnement du marché du travail, la réforme territoriale et, la « maîtrise » des prélèvements obligatoires, « en particulier en réduisant ceux pesant sur le travail »... Tout ceci a permis à Moscovici, le



De Paris à Bruxelles... DR

commissaire européen « socialiste » à l'économie de donner un sursis de 3 mois à la France. Le gouvernement est prié de mettre à profit ce délai pour élaborer un plan « crédible » aux yeux de Bruxelles. Si ce n'est pas le cas, Moscovici publierait une « recommandation » dès mars 2015, un ensemble de « réformes structurelles » et de coupes budgétaires que l'UE imposerait alors au gouvernement français.

Il y a donc peu de doutes que l'on s'oriente, sous une forme ou sous une autre, à une révision budgétaire, à l'annonce de nouvelles coupes dès 2015. En clair, le budget 2015 effectif sera encore pire que ce qui a été voté.

Derrière les « réformes de structure »

Mais au-delà, l'heure est aux « réformes de structure », seules censées permettre des économies durables, car modifiant en profondeur le fonctionnement économique des États membres. En clair, il s'agit de s'engager réellement dans la voie de la dérégulation du marché du travail, à l'image des fameuses mesures prises par Schröder en Allemagne (Hartz IV, etc.).

Publié cette semaine à la demande des gouvernements français et allemand, le rapport Pisani-Ferry-Enderlein est un bon indicateur de ce que réclament les capitalistes.

FRONT NATIONAL Un congrès (inter)national...

Le week-end dernier à Lyon, le congrès du FN ne révélait pas de véritables enjeux en termes de direction. La présidente était l'unique candidate à sa réélection... et a été en toute logique « élue avec 100 % des voix ». Les orientations ne faisaient l'enjeu d'aucun débat contradictoire : au FN, les choix idéologiques s'effectuent à travers les choix de personnes, mais ne sont jamais discutés ouvertement.

Dans ce contexte, les repères internationaux constituaient un enjeu relativement important de ce congrès. En amont, un débat sur la stratégie internationale avait durement opposé, depuis le mois d'août, Aymeric Chauprade – chef de file des députés FN au Parlement européen – et l'antisémite professionnel Alain Soral. Les positions de ce dernier, se voulant « résistant au Nouvel ordre mondial » et à « l'Empire américanisationniste », sont plus ou moins partagées par certains cadres du FN, même si Soral est en dehors du parti depuis 2009. Chauprade avait, lui, prôné de s'allier au pouvoir russe et à la droite israélienne « contre l'islamisme » présenté comme l'ennemi principal. Chauprade sort marginalisé de ce congrès : alors qu'une vice-présidence avait été évoquée pour lui, il n'entre finalement dans aucune instance dirigeante.

Une partie de la direction du FN était récemment montée au créneau pour demander le vote favorable du FN à l'Assemblée nationale concernant la reconnaissance symbolique d'un État palestinien. Au sein du FN, cette



PHOTO THÈQUE ROUGE / ALICE DESHAYES

question est évidemment liée à une autre, cachée, qui consiste à savoir quelle place est donnée à l'antisémitisme par rapport au racisme anti-arabe. Marion Maréchal-Le Pen avait initialement plaidé pour un vote favorable, même si elle a finalement choisi de s'abstenir.

Concernant l'alliance avec le pouvoir russe, les choses sont en revanche très claires... Neuf millions d'euros de crédit accordé au FN par une banque russe, il s'agit de tout sauf d'une question apolitique. Si les informations de *Mediapart* sont

exactes, Marine Le Pen avait rencontré Vladimir Poutine lui-même, en février 2014, avant que ce crédit ne soit accordé au parti. Les liens avec le pouvoir russe ont été affichés au grand jour, à l'occasion de ce congrès, puisqu'un vice-président de la Douma, Andreï Issaïev, et le chef adjoint de la Commission des affaires internationales du Sénat russe, Andreï Klimov, étaient présents...

Les deux faces d'une même pièce

L'élection au Comité central du FN, instance d'une centaine de membres

Ainsi est préconisé une « flexisécurité collective »... soit la précarité généralisée ! De même, les auteurs recommandent une baisse importante du pouvoir d'achat des salaires, en premier lieu du SMIC, etc.

Dénoncer les politiques austéritaires

En France, les négociations en cours sur le dialogue social et les seuils sociaux vont dans le sens de ce rapport. Le patronat estime que les obligations liées à ces seuils représentent plus de 1 % de la masse salariale des entreprises concernées. C'est autant d'argent que le gouvernement se verrait bien rendre au patronat, en soumettant encore plus les salariés à l'arbitraire patronal...

Dans le même ordre d'idées, le projet de loi Macron, qui devrait être voté en janvier prochain, est significatif. Ainsi, ce fourre-tout prévoit d'affaiblir la juridiction des prud'hommes, d'élargir les possibilités de déroger à la durée légale du travail en cas d'accord majoritaire au niveau de l'entreprise ou de la branche. C'est bien le « détricotage » des 35 heures qui est à l'ordre du jour. De même, les possibilités de travail du dimanche seraient élargies ainsi que le revendique le patronat du commerce (voir article sur la loi Macron en page 8).

Quelle que soit la dureté de ces mesures, il faut savoir que c'est bien plus que cela qui sera nécessaire pour rattraper le « partenaire » allemand et éviter une « recommandation » de Bruxelles. Et la situation catastrophique de l'investissement en Europe ne devrait que radicaliser les positions de Bruxelles. Plus que jamais, contre l'Union européenne, s'impose la dénonciation du TSCG, le traité austéritaire européen ratifié par Hollande et sa « majorité » parlementaire...

Pascal Morsu

Bertold du Ryon

UKRAINE Les problèmes clés restent non résolus

Le 26 octobre, les Ukrainiens ont mis fin au Parlement restant en place après le départ de Ianoukovitch. 420 députés sur 450 ont été élus. Les 30 postes laissés vacants sont ceux de la Crimée et les deux régions de l'Est – indiquant l'objectif de leur reconquête.

Une nouvelle coalition de droite néolibérale s'est formée. Elle intègre «Le Front Populaire» du Premier ministre Arseni Iatseniouk (22,14% des voix), le «Bloc de Petro Porochenko» (21,22%) derrière le président élu en mai dernier, «Samopomitch» (Entraide) (10,97%) ainsi que «Batkivshina» (Patrie) de Ioulia Timoshenko (7,44%) et le Parti radical (7,44%).

Ces forces politiques ont pour priorité la réalisation la plus rapide des termes de l'accord d'association avec l'UE. Alors que le mécontentement social a été une des raisons sous-jacentes des manifestations de masse de l'année dernière contre Ianoukovitch, l'annexion de la Crimée et la participation directe de la Russie à la guerre dans l'est d'Ukraine ont fait croître le patriotisme. La rhétorique nationaliste a de ce fait éclipsé temporairement les enjeux socio-économiques que le nouveau parti de gauche en train de se créer met au contraire au cœur de son action.

Attaques sociales en temps de guerre patriotique

La participation au scrutin a été faible (52%), même dans les zones contrôlées par le gouvernement, et bien des élus de l'ancien establishment ont juste changé de carte en monnayant à prix fort (quelques millions de dollars au bas mot) leur place dans la liste d'un parti ou une victoire dans une circonscription majoritaire. Malgré bien des déclarations, l'impact des oligarques



sur le processus politique est loin d'être marginal: presque tous ceux qui comptent dans la centaine de Forbes ukrainien ont conservé leurs capitaux et leur influence, plus ou moins dissimulée, sur tous les partis. La nouvelle coalition est porteuse d'attaques sociales majeures (libéralisation du code du travail, poursuite des privatisations, hausse des tarifs publics exigés par le FMI...) alors que le niveau de vie a déjà considérablement baissé en 2014: coupures des dépenses sociales pour répondre aux besoins militaires; dépréciation monétaire de 85% accentuant la hausse des prix quand les salaires ont stagné ou diminué; augmentation du chômage direct ou camouflé derrière les congés non rémunérés. Beaucoup ont perdu leurs maisons à cause des dommages de guerre à

Donbass. 800 000 résidents du sud-est ont été déplacés à l'intérieur du pays ou se sont réfugiés dans des pays voisins. Le bloc Porochenko mené par le maire de Kiev et ex-boxeur Vitali Klitschko, se distingue de tous les autres, dans la coalition, par son discours plus modéré, faisant appel à l'union nationale. Le «Front Populaire» – dont sont membres le chef du gouvernement et le président du Parlement, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Justice, ainsi que les chefs de bataillons de volontaires – a placé en tête de ses priorités la reconquête des territoires occupés par les séparatistes et la guerre jusqu'à la victoire finale. Une des promesses électorales phares de Iatseniouk a été la construction du mur de séparation à la frontière russo-ukrainienne,

dont la longueur devrait dépasser les 2000 km. Ce projet porte le nom de «Mur européen».

La farce des «élections» dans le Donbass

Le «facteur russe» pèse sur l'Ukraine par sa dépendance aux ressources énergétiques importées et la participation directe de la Russie dans le conflit militaire dans l'est du pays. Dans les «républiques populaires» auto-proclamées, les «élections» ont ressemblé à une farce: la plupart des partis, y compris le Parti communiste, n'ont pas été autorisés. Le vote a été mené au bout des fusils des paramilitaires pro-russes en absence de listes électorales et sous contrôle d'«observateurs internationaux»... constitués par les néo-fascistes européens. En Crimée, des dizaines de militants de gauche ont été obligés de partir après l'annexion, ne pouvant plus s'exprimer, et le militant radical de gauche antifasciste Alexander Kolchenko a été arrêté par les services de sécurité russes et jugé pour des accusations absurdes d'implication dans «Pravyi Sektor» (Secteur droite). La nouvelle coalition au pouvoir est incapable de résoudre les anciennes tensions et en crée de nouvelles. C'est pourquoi les militants de gauche de Kiev, Odessa et d'autres villes ainsi que des militants des syndicats indépendants des centres industriels de Dnepropetrovsk et Krivoï Rog sont impliqués dans le projet de créer un nouveau parti de gauche, pour une révolution sociale, mettant l'accent sur la défense des intérêts des travailleurs.

De Kiev, Vitalii Atanasov (Traduit par Daria Saburova et Kateryna Soroka)

1 – Dirigé par le maire de Lviv, Andriy Sadovy, partisan fervent de l'Euromaidan et adversaire des nationalistes de «Svoboda». Il intègre de «nouveaux visages en politique» et promet de lutter contre la corruption et de défendre les intérêts des petites et moyennes entreprises. Il est le plus proche de l'idée d'un «parti des militants» (même si, à l'instar des autres partis favoris, il n'a pas évité la tentation d'ajouter à sa liste le chef du bataillon «Donbass»).
Version longue sur le site national du NPA

GRÈCE Réussite de la grève nationale du 27 novembre

Ces derniers temps, on voit grandir les clivages entre le gouvernement formé par la droite et le Pasok, et ses donneurs d'ordre: FMI, UE et Banque européenne. C'est dans ce climat qu'a eu lieu une grande journée de grève la semaine dernière.

Certains articles comme celui paru le 24 novembre dans *le Figaro* montrent en particulier les inquiétudes de l'OIT devant l'impasse des mesures imposées: la moitié des 1,3 million de chômeurs est privée d'emploi depuis deux ans ou plus, et même si l'emploi repartait avec une hausse annuelle de 1,3% par an, le niveau d'emploi d'avant crise ne serait atteint qu'en 2034. Et l'OIT dénonce les «excès d'austérité» et prône le dialogue social! À vrai dire, le rapport de l'OIT montre bien la crainte de la bourgeoisie libérale ou réformatrice: les mémorandums qui ont fait augmenter la misère de 20 à 44% en 5 ans sont contre-productifs, et cette ligne dure produit une radicalisation de classe qui fait peur, d'autant qu'elle pourrait être contagieuse! D'où les tensions actuelles entre les instances européennes et un gouvernement grec menacé d'une grosse défaite électorale (dernier sondage: Syriza en tête avec 10 points d'avance, Antarsya à 1,5% des votes). Le conflit porte donc sur la poursuite des mémorandums et des mesures draconiennes voulues par la troïka, alors que le Premier ministre Samaras voudrait faire croire à la fin de cette politique, au moins jusqu'aux élections (probablement au printemps)!

Mais ce que voient les travailleurs, avec ou sans emploi, et les jeunes, c'est une aggravation de la situation: malgré une intense résistance, poursuite de la politique d'évaluation-licenciement, baisse des rémunérations, absence de perspectives pour les jeunes, et caporalisation des universités.

Une combativité maintenue

Face à tout cela, avec comme mot d'ordre central «Non au retour au Moyen Âge pour les travailleurs», la confédération (unique) GSEE et la fédération du public Adedy avaient appelé à la grève le jeudi 27 novembre, dans une perspective de renversement non seulement de ces politiques de misère, mais aussi de «ceux qui les décident et les soutiennent», ce qui témoigne bien de l'enjeu politique massivement ressenti.

Si la grève semble avoir été bien suivie, les manifestations n'ont pas été aussi massives que le relèvent des médias de gauche. De bons cortèges, autour de 20 000 à Athènes (on est quand même loin des 200 000 en 2011), mais bien moins battants que le 17 novembre, et avec toujours le sectarisme de la KKE, massif mais peu dynamique. Donc reste posée la question centrale de l'unité dans les luttes.

À noter dans la manifestation d'Athènes: les enseignantEs, toujours déterminés, les nettoyeuses licenciées du ministère des Finances, solidaires de la mobilisation en cours des réfugiéEs syriens, des cortèges étudiants battants, et la présence des syndicats de base, sans oublier les grévistes de 3E distribuant des ballons appelant au boycott de Coca Cola... De bonnes mobilisations aussi dans d'autres villes du pays.

Cette mobilisation montre certes une combativité maintenue après 5 ans de combats durement réprimés, mais aussi de la fatigue, et l'espoir qu'un gouvernement Syriza puisse arriver prochainement au pouvoir. Or, une tendance à accepter cette option est désormais claire au sein des instances bourgeoises. Ainsi, pendant que se préparait la grève, Stathakis et Millios, deux responsables de la politique économique de Syriza, rencontraient à Londres des investisseurs pour les rassurer... Voilà pourquoi, s'il reste urgent de chasser la «troïka intérieure», l'auto-organisation ouvrière et la volonté de rompre avec la logique capitaliste sont aujourd'hui vitales!

D'Athènes, A. Sartzekis

Égypte. L'ancien dictateur Mubarak et certains de ses proches viennent d'être blanchis par la justice. Un article sur ce sujet et les mobilisations en cours n'a pas pu être publié dans ce numéro faute de place. Il est disponible sur le site national du NPA.
<http://www.npa2009.org/idees/egypte-acquittement>

BURKINA FASO L'urgence de l'alternative politique

Après l'insurrection populaire qui a eu raison de 27 ans de pouvoir de Blaise Compaoré, le pays entre dans une phase de transition dont l'unanimité affichée a du mal à cacher des intérêts divergents.



Début novembre à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. DR

Pour éviter la vacance du pouvoir, la colonne vertébrale de l'ancien régime, le RSP (Régiment de la sécurité présidentielle) a pris le pouvoir en maintenant une concertation avec les partis d'opposition et le mouvement de la société civile. Cela a permis de faire apparaître un consensus entre toutes les forces vives de la nation. Pourtant, les enjeux et les buts des uns et des autres sont bien différents.

Les militaires veulent une transition où rien ne change. À cet effet, ils ont occupé les ministères régaliens et ont choisi, parmi les candidats à la présidence de la transition, Michel Kafando, haut cadre du régime précédent, au détriment des autres candidats qui ont pris part à la lutte contre Compaoré. L'idée est de mener une transition d'une année, débouchant sur des

élections où les deux dirigeants des partis, récemment encore avec l'ancien pouvoir, sont considérés comme favoris. En effet, Rock Marc Christian Kaboré a quitté il y a seulement un an le clan Compaoré et Zéphirin Diabré est l'ancien monsieur Afrique d'Areva.

La mobilisation des populations continue

Le mouvement populaire, conduit essentiellement par la société civile, notamment le «Balai citoyen», maintient une pression forte sur le gouvernement de transition qui a dû ouvrir des enquêtes contre des dirigeants corrompus de l'administration... et se débarrasser de son ministre de la Culture. En effet, une journée après sa nomination, sous la pression de

la rue, celui-ci démissionnait à cause de son passé d'ancien procureur dans l'affaire Zongo, ce journaliste assassiné pour avoir dénoncé l'implication du frère de Compaoré dans le meurtre de son chauffeur. Quant aux forces progressistes, si elles se renforcent, elles restent faibles. Les Sankaristes se sont enfermés dans une politique électorale pendant des années. Le Parti communiste s'obstine à rester dans une clandestinité désuète qui l'empêche d'avoir une politique de construction ouverte et massive. Le problème majeur est le refus de la société civile militante, notamment le «Balai citoyen», d'entrer dans le jeu politique et laisse ainsi de fait le pouvoir aux militaires et aux anciens alliés de Compaoré. Le maintien de

la mobilisation des populations et l'ancrage du «Balai citoyen», dans les quartiers et les villages, restent des atouts pour faire évoluer positivement la transition, y compris en répondant aux problèmes sociaux les plus criants.

Résonances sur le continent

L'insurrection au Burkina Faso fut un coup de tonnerre dans le ciel serein des dictatures africaines. Effet collatéral notoire, le béninois Yayi Bonni vient d'abandonner ses velléités de se représenter pour un troisième mandat. Au Togo, on voit des mobilisations dans la rue et à l'Assemblée nationale pour empêcher Faure Gnassingbé de s'éterniser au pouvoir. Au Gabon également se dessine une mobilisation contre Ali Bongo. Au Tchad, la société civile est revigorée et un collectif appelé «Trop c'est trop» symbolise bien l'exaspération des Tchadiens contre la dictature de Déby... qui vient une nouvelle fois de recevoir le soutien de Valls!

À la suite du printemps arabe, le Burkina Faso a montré que les mobilisations populaires, quand elles sont massives, peuvent avoir raison de toutes les dictatures. Cet exemple grandeur nature continue à cheminer dans les consciences du continent...

Paul Martial



Les questions du mode de vie

Plusieurs travaux, dont la récente étude de l'Insee, France, portrait social, montrent comment l'appartenance aux différentes classes sociales déterminent le droit à se soigner, au loisirs et aux vacances, ou tout simplement à vivre plus longtemps...

Sans surprise, que l'on soit riche ou pauvre, nous ne sommes pas égaux devant la mort: l'espérance de vie à 35 ans a augmenté en moyenne de 4,4 ans pour les femmes et de 5 ans pour les hommes depuis la fin des années 1980. Mais cette avancée a davantage profité aux catégories sociales favorisées. De plus, chez les hommes, l'espérance de vie à 35 ans des cadres sans problèmes sensoriels et physiques est de 34 ans supplémentaires, contre 24 ans chez les ouvriers, soit un écart de 10 ans. Non seulement les cadres vivent plus longtemps, mais aussi en meilleure santé...

soit 8,8%, demeure élevé pour certaines dépenses: l'optique, les soins dentaires ou certains médicaments de plus en plus remboursés...

La culture en vacances...

Concernant les pratiques culturelles (lecture, cinéma, musées, théâtre, etc.), les écarts restent très nets: 61% des cadres supérieurs sont allés au théâtre au moins une fois dans l'année, 20% des ouvriers; 81% des cadres ont lu au moins un livre, 28% des ouvriers. Au-delà du niveau de diplôme, les revenus sont déterminants: 78% des personnes ayant un revenu supérieur à 3000 euros mensuels ont visité au moins une fois dans l'année une exposition ou un musée, contre 44% de celles qui disposent d'un revenu inférieur à 1200 euros mensuel.

Un peu plus de 40% des ouvriers partent en congés chaque année, contre 70% des cadres supérieurs. Seuls 35% des foyers aux revenus inférieurs à 1200 euros mensuels sont partis en 2013, contre 79% des 3000 euros par mois... Et 34% des enfants d'ouvriers ne partent pas en vacances, selon une étude de l'Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes. **Manu Bichindartiz**

Se soigner, payer...

Les disparités de revenus sont sources d'inégalités sociales de recours aux soins. Les bénéficiaires de minima sociaux constituent une catégorie de la population particulièrement défavorisée. La consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) atteint 186,7 milliards d'euros en 2013, soit 8,8% du PIB, 2840 euros par habitant sur un an. La part de la Sécurité sociale dans le financement de la CSBM atteint 76%, les organismes complémentaires 13,8%. Le reste à charge des ménages, 16,5 milliards d'euros,

La logique du profit et de la concurrence

Les chiffres du chômage du mois d'octobre confirment ce que tout le monde savait, l'aggravation de la situation avec une hausse de 27300 demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A). Au total, 5457400 personnes sont inscrites à Pôle emploi...

Le gouvernement n'a rien à dire, son «échec» est patent d'autant que c'est le chômage de longue durée qui s'aggrave le plus. Et le nombre de chômeurs condamnés à tenter de survivre avec le RSA a bondi de 11,5% sur un an... Ces quelques chiffres ne donnent pas une vision globale de l'ampleur de la régression sociale qui est la conséquence de la politique du patronat et de l'État. C'est la perversité de la politique de réforme du marché du travail, avancée par la gauche comme par la droite, qui utilise le chômage pour imposer une précarisation et une baisse des salaires à l'ensemble du monde du travail, une dégradation des conditions de travail et de vie. La politique d'austérité participe de cette même offensive. Sous couvert

de lutter contre le chômage, patronat et gouvernement déploient leur énergie pour faire baisser le coût du travail, afin de faciliter les embauches et que l'économie retrouve le chemin de la «croissance». En régime capitaliste, la croissance, c'est la croissance des profits pour que les capitaux puissent rapporter à leurs détenteurs leur part de plus-value, les dividendes, extorquée aux salariés par l'exploitation.

Le grand recul

Et comme l'économie capitaliste est à bout de souffle, les investissements dans la production diminuent bien que les besoins humains insatisfaits sont immenses. La presse vante beaucoup l'Allemagne où le chômage est bien plus bas qu'en France, certes, mais c'est au prix d'un recul global du niveau de



vie, d'une aggravation de la pauvreté, de la précarité, conséquence de la pression du patronat et de l'État pour faire baisser le coût du travail. Cette politique prépare, ici, en Allemagne et dans toute l'Europe, une récession et, à plus ou moins court terme, un nouvel épisode de la crise financière à l'échelle mondiale.

Ce gigantesque transfert de richesse qu'opère l'État a pour conséquence le recul social, un appauvrissement de toute la société, une paupérisation de la population, au bénéfice d'une concentration croissante des richesses entre les mains d'une petite minorité: Arnault, Bettencourt et autres Mulliez... **Yvan Lemaître**

À l'école, pas d'égalité des chances sans égalité des droits!

C'est peut-être une évidence mais il est essentiel de le rappeler: dès l'entrée à l'école, les enfants n'ont pas toutes et tous les mêmes outils pour tirer profit de la même manière de l'enseignement dispensé.

Ainsi, si tous les enfants sont égaux pour l'accès à l'éducation à partir de 6 ans, en revanche, être enfant d'ouvrier ou bien de cadre supérieur constitue une grosse différence. En effet, en plus du bagage qui marque la différence, le vécu en amont qui constitue ou pas une compréhension du cadre scolaire, notamment les modes de garde de la petite enfance et donc l'entourage professionnel autour de l'enfant. Les chiffres appuient les propos dès qu'il s'agit de l'entrée au second cycle (collège): 90% des enfants d'enseignants entrés en sixième en 1995 ont obtenu le bac environ sept années plus tard, contre 40,7% des enfants d'ouvriers non qualifiés, chiffres du ministère de l'Éducation nationale. Les enfants d'enseignants ont donc neuf fois plus de chances d'avoir leur bac que de ne pas l'avoir. Par contre, la probabilité qu'un enfant d'ouvrier non qualifié soit

bachelier est de 40%... donc celle qu'il ne le soit pas de 60%!

La réforme de l'Éducation prioritaire, nouveau coup de massue

Le projet des zones d'éducation prioritaire de 1982 visait à octroyer davantage de moyens aux écoles des quartiers populaires avec des projets pédagogiques spécifiques, mais temporaires puisqu'il était spécifié que le dispositif cesserait dès amélioration des conditions sociales du quartier classé en ZEP. Mais, alors qu'en 30 ans le chômage est passé de 6,6% à 10%, comment la ministre Najat Vallaud-Belkacem peut-elle imaginer que nous allons croire un seul instant que des changements notables dans la répartition des ZEP justifierait par exemple une sortie de l'éducation prioritaire d'écoles de Seine-Saint-Denis ou bien à Gennevilliers (92)? Tailler dans les moyens pour le service public d'éducation reste bien la seule boussole de ce gouvernement. **Denise Sarraute**

Du revenu minimum à la pauvreté

Seuil de pauvreté en 2011, revenus minima garantis du RSA socle au 1^{er} avril 2011 en euros

	PERSONNE SEULE	FAMILLE MONOPARENTALE			COUPLE			
		Avec un enfant	deux enfants	trois enfants	Sans enfant	Avec un enfant	deux enfants	trois enfants
SEUIL DE PAUVRETÉ EN 2011								
	977	1270 à 1466	1563 à 1954	1856 à 2 443	1466	1759 à 1954	2 052 à 2 443	2 345 à 2 931
REVENUS GARANTIS POUR LES ALLOCATAIRES...								
au RSA socle non majoré	466,99	700,49	840,58	1027,38	700,49	840,58	980,66	1167,46
au RSA socle majoré	599,67	799,56	999,45	1199,34				

“ Les classes populaires s'épuisent à alimenter la rente locative et immobilière ”

Entretien. **Jean-Baptiste Eyraud** est porte-parole du Droit au logement (DAL). Avec lui, nous revenons sur les questions liées à l'accès au logement.



La crise économique et sociale, c'est aussi la crise du logement ?
Comme l'a rappelé Thomas Piketty, une croissance proche de zéro ne permet pas de satisfaire les exigences de rendement du capital et de l'immobilier. Dans ce contexte, la crise du logement s'aggrave, parce que les profits tirés de la rente locative et de la spéculation sont en hausse depuis 15 ans. Ainsi, l'Insee a recensé 141 500 sans-abris en 2012, dont 30 000 enfants, soit une progression de 50% en 10 ans. Ce fléau frappe en premier lieu les plus fragiles. Le Samu social de Paris constate

que 80% des familles et leurs enfants hébergés dans des hôtels en Île-de-France ne se nourrissent pas à leur faim, tandis que la moitié d'entre eux ne peuvent plus suivre leur scolarité, car ils en sont trop éloignés et doivent changer constamment de lieux d'accueil. Partout les « remises à la rue » sont effectuées pour partager les places d'hébergement coûteuses et en nombre insuffisants. La répression est aussi au rendez-vous : répression insidieuse contre les classes populaires, stigmatisation, chasse coûteuse à la fraude aux prestations, tandis que les administrations se bunkérisent pour mieux réduire les demandes d'accès au droit. Les politiques d'écroulement et de limitation des droits se généralisent. Répression aussi contre les habitantEs de bidonvilles, contre les militantEs et les organisations qui les défendent ou s'opposent au désordre capitaliste, tandis que les tribunaux prononcent toujours plus de jugements d'expulsions : 120 000 en 2012!

Quoi de neuf avec le gouvernement Valls ?

Principale cause des dérèglements et de l'aggravation de la crise et du marasme immobilier, le logement n'a jamais été aussi cher dans notre pays, depuis un siècle durant lequel les loyers ont été en général encadrés. Depuis

2000, conséquences de politiques publiques d'encouragement que le DAL n'a cessé de dénoncer, le marché et la spéculation ont repris le dessus, les prix ont flambé, les milieux de l'immobilier se sont rapidement enrichis, et les classes populaires s'épuisent à alimenter la rente locative et immobilière. Revendication des milieux de l'immobilier, la remise en cause de l'encadrement des loyers par Valls, hors Paris, est un nouveau cadeau aux riches. Il s'accompagne d'aides fiscales leur permettant de payer moins d'impôts s'ils construisent pour loger leurs enfants ou leurs parents... Même la droite n'avait pas osé le faire ! Le budget logement 2015 va accorder pour la première fois plus d'aides fiscales aux riches qu'au logement social. La relance de la construction voulue par Valls est vouée à l'échec car ni les accédants ni les investisseurs ne vont se lancer à acheter un bien dont la valeur est à la baisse. Une mesure peut relancer le bâtiment, financer la réalisation massive de logements sociaux. Le gouvernement y a renoncé, laissant la population dans la crise. Les locataires dans le logement social sont aussi à la peine, car les loyers et les charges y ont progressé rapidement ces dernières années, la marchandisation du

logement social est en cour et pourrait constituer dans les prochaines années un juteux marché pour les millionnaires et leurs servants.

Face à ces attaques, quelles sont les mobilisations ?

Des mouvements de résistance à ce traitement brutal se mettent en place. À Paris, des familles sans logis ont occupé la direction des services sociaux pour exiger que la ville assume ses responsabilités de protection de la famille. À Lyon, des écoles sont occupées par des familles à la rue. Depuis quelques années, les actions et occupations de bâtiments vacants se sont multipliées pour loger des familles sans toit. Pour cette raison et face à l'inertie ambiante, le DAL a présenté des listes aux élections HLM, et a commencé à organiser les habitantEs de quartiers qui ne se résignent pas à vivre dans l'arrière-cour des politiques publiques du logement et de l'urbanisme, sous la menace des vautours de l'immobilier. Les premiers résultats sont encourageants, et révèlent une volonté des habitants des quartiers populaires de défendre leur quartier et leur cadre de vie. Il y a aujourd'hui urgence à organiser les habitants, locataires HLM, locataires privés et sans logis : c'est une des facettes de la résistance au processus de captation des richesses et du pouvoir par une nouvelle aristocratie sur le dos des classes populaires.
Propos recueillis par Robert Pelletier
Pour contacter le DAL :
Mail : sec@droitaulogement.org
Web : www.droitaulogement.org
Facebook : DAL - Droit Au Logement
Twitter : @federationdal



“ Il faut retrouver des formes de solidarité concrète qui aident vraiment les gens ”

Entretien. Après la publication à la mi-novembre de l'étude annuelle de l'Insee sur les inégalités et le lancement de la nouvelle campagne des Restos du cœur, **Malika Zediri**, animatrice de l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et travailleurs précaires (APEIS) a bien voulu répondre à nos questions.

Au-delà des statistiques, quelle est pour l'Apeis la perception de la détresse sociale sur le terrain ?

Les plus grandes difficultés frappent d'abord les chômeurEs. La moyenne des allocations versée par l'Unedic se monte à 800 euros, avec des dépenses qui, sur tous les postes, augmentent constamment : loyers, chauffage, téléphone, nourriture... Les gens n'ont pas les moyens de vivre, ils sont coincés dans cette situation. Sans emploi, pour plus de la moitié, c'est rapidement la perte des droits aux allocations chômage. En 1 an et demi ou 2 ans, on perd tous ses droits au chômage. Il s'agit alors de vivre avec le RSA c'est-à-dire avec moins de 500 euros. Et une question pour chacunE : combien de temps je peux tenir avec ça ? Parmi les précaires, 50% des adultes, 20% des enfants n'ont pas mangé pendant au moins un jour au cours du dernier mois, et présentent des pathologies aiguës liées à l'alimentation... Dans le même temps, le gouvernement diminue tous les moyens humains et matériels des professions chargées de l'accompagnement social et, donc, laisse ces populations dans un abandon total. En matière de logement, c'est la multiplication des expulsions locatives qui touchent les plus défavoriséEs : immigréEs, familles monoparentales, notamment féminines. Les logements d'urgence sont soumis à une rotation sur deux mois, car trop peu nombreux et très coûteux pour l'État. En France, il y a 30 000 enfants à la rue et les situations de

déscolarisation se multiplient. Et la dernière mesure du gouvernement préconise la mise à disposition d'hébergements d'urgence à moins de 5 degrés!

Les plus mal lotis sont les plus démunis : les Roms, les immigréEs, les femmes, toutes celles et ceux qui en sont en « fin de course ». Quels que soient les gouvernements, les Roms subissent un traitement indigne, une véritable incitation au racisme, une stigmatisation systématique. Ils et elles font l'unanimité contre eux, jusqu'aux plus démunis, jusqu'aux enfants... La société est en panne de parler, de faire, avec les plus démunis. Les populations ont peur de la misère, peur de tout : on n'entend plus rien de cette détresse.

Dans ces situations de détresse, quelles sont les résistances ?

Les résistances sont à reconstruire, à construire. Aujourd'hui, les gens sont seuls. On fabrique l'isolement par la suppression des lieux collectifs : Pôle emploi, la CAF, accueil d'urgence, les centres de Sécu, etc. Et donc, ce n'est pas à la mode de mettre en commun, de s'organiser. Il faut retrouver des formes de solidarité concrète qui aident vraiment les gens : à manger, à trouver un logement, un boulot. Personne ne parle de la détresse sociale, elle est absente des discours politiques. Qui parle du mal-logement ? De celles et ceux qui ne mangent pas à leur faim ? Il y a une rupture du contrat social. Plus de 15% de la population renonce à des soins médicaux pour raisons financières. Avec des proportions semblables concernant l'accès aux droits sociaux par méconnaissance et difficultés culturelles. Il existe même un organisme gouvernemental chargé d'étudier ces questions : l'Observatoire des non-recours aux droits et services (Odenore)...

Une note d'optimisme ?

Pas beaucoup d'optimisme concernant la situation d'aujourd'hui. L'optimisme se trouve dans notre capacité à impulser le retour vers le collectif, à aider à trouver des solutions concrètes. Un espoir fondé sur le fait qu'il existe des militantEs associatifs, syndicalistes, politiques, qui n'ont pas renoncé à combattre les inégalités, l'exploitation, la misère. Et sur le fait que les personnes concernées vont prendre leurs affaires en main.

Propos recueillis par Robert Pelletier
Pour contacter l'Apeis : <http://www.apeis.org>

L'autre France et sa richesse insolente

L'homme le plus riche de France s'appelle Bernard Arnault, le patron de LVMH: il y a deux ans, il voulait s'exiler en Belgique pour échapper au « matraquage fiscal » du gouvernement PS. Son patrimoine est estimé à environ 30 milliards d'euros...

A entendre les défenseurs de l'économie de marché, s'il est aussi riche, c'est quand même (comme pour tous les riches) parce qu'il a du talent, qu'il a fait des études et puis surtout qu'il travaille de longues heures et très durement. De qui se moque-t-on ? Pour amasser la même somme d'argent, il faudrait qu'un salarié au Smic travaille aussi de longues heures et très très durement... c'est-à-dire, pendant 2 millions d'années, sans rien dépenser ! Si ces milliardaires possèdent autant d'argent, c'est tout simplement parce que les millions de salariéEs au Smic ou aux revenus modestes, ne sont pas rémunérés à la hauteur de ce qu'ils produisent et que l'argent est accaparé par cette toute petite minorité.

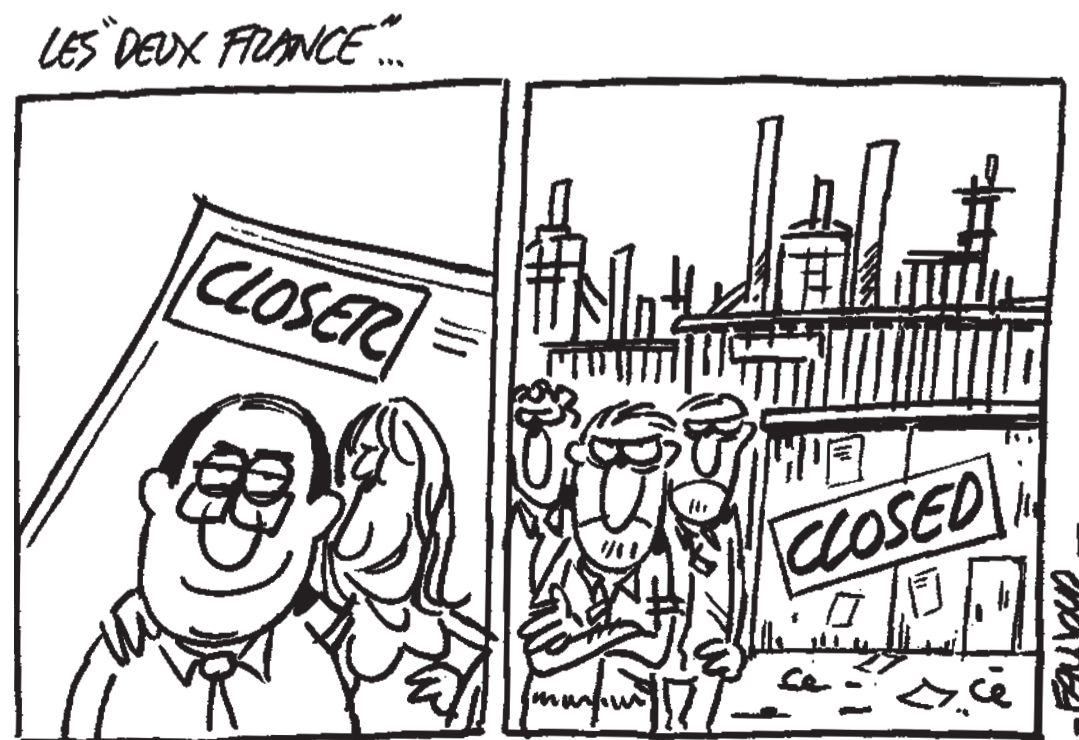
Association de malfaiteurs
Parmi ceux et celles qui font partie de ces voleurs, on retrouve les détenteurs de grosses fortunes : Bettencourt, Dassault, Pinault ou Bolloré, mais aussi toute une série de PDG, moins connus mais grassement rémunérés pour leurs services. Ainsi, Bernard Charlès,

le PDG de Dassault Systèmes, « gagne » 14,9 millions d'euros par an (1 112 années de Smic) ou le patron de Publicis, Maurice Lévy, qui avec ses 4,8 millions d'euros annuel, ne gagne, lui, « que » l'équivalent de 358 années de Smic. Mais pour arrondir leurs fins de mois, tous les deux, comme tant d'autres, peuvent compter aussi sur le paiement de tous leurs frais (non comptabilisés dans leur salaire), comme les véhicules et logements de fonction, avec en plus la perspective de stock-options et retraite-chapeau lors de leur départ.

Combien de temps encore ?
Aujourd'hui 15 900 personnes (environ 0,03% de la population) peuvent compter sur un revenu de 500 000 euros par an. Leur nombre a doublé depuis 2004. D'après la revue *Challenges*, en 2013 les 500 personnes les plus riches se partageaient 330 milliards d'euros, c'est-à-dire 1/10 de la richesse du pays captée par 1/100 000 de la population. À les entendre, on pourrait penser que ces pauvres gens ont été durement touchés par la crise (vous vous rendez compte des

risques qu'ils prennent !) et surtout malmenés par une fiscalité « punitive ». Eh bien non. Un an plus tard, les 500 plus riches se partagent 390 milliards d'euros, soit une augmentation de 15%. Dans une centaine d'années, quand (on l'espère !) le

capitalisme ne sera plus qu'un sujet d'étude dans les livres d'histoire, on peut imaginer tout le mal que les jeunes étudiantEs auront à comprendre comment ce système a pu exister si longtemps, comment les gens n'ont pas réussi à s'en débarrasser avant. C'est vrai, qu'autant de richesses accumulées puissent exister à côté d'autant de misère, c'est proprement insensé. Ça ne peut plus durer...
Ross Harrold



FUITES La poule aux eaux d'or!

75 % des collectivités françaises ont vendu leur service de distribution et d'assainissement de l'eau aux trois groupes industriels privés, Veolia, Suez et Saur, qui se partagent le marché en bonne entente. Leur première préoccupation est le remplissage du portefeuille des actionnaires, pas l'amélioration du service, de la qualité de l'eau produite et de sa distribution.

Ainsi, selon le rapport 2014 de l'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement (Onema), «un milliard de mètres cubes de fuites d'eau par an dans les réseaux d'eau potable, soit 20% de l'eau traitée et mise en distribution, est perdu». Ces pertes sont dues au mauvais entretien et au renouvellement insuffisant des canalisations. En recul dans les années 2009-2011, le renouvellement des canalisations s'annonce encore en baisse en 2014, d'après Alain Grizaud, le représentant des entreprises de canalisation (*Les Échos* du 21 novembre 2014). Qu'importe pour les multinationales, puisque ce sont les consommateurs qui paient!



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

Qui doit payer?

En effet, produire de l'eau revient moins cher aux firmes que d'investir pour éviter les fuites... car l'eau perdue est facturée aux consommateurs.

Les gestionnaires privés, qui réduisent au maximum les travaux sur les réseaux pour faire plus de profits, sont responsables des fuites : ils devraient donc les payer. Les élus qui leur ont délégué l'eau n'ont aucun moyen de contrôler si le remplacement des canalisations, inscrit dans leurs contrats, est bien effectué.

Pour Alain Grizaud, il faut «porter le taux de renouvellement du réseau de 0,6% à 1,5%. Les agences de l'eau pourraient par exemple accroître leur effort financier, elles en ont les moyens». De la même façon, Philippe Maillard, président de la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FPEE), préconise d'investir dans le secteur de l'eau de la même manière qu'on relance l'emploi dans le BTP avec les autoroutes. Autrement dit, c'est l'argent public qui doit financer les travaux alors que les concessionnaires privés encaissent nos factures! Le NPA défend le retour dans le service public des services de l'eau. Les bénéfices générés seront ainsi réinvestis dans le service même, dans l'amélioration des conditions de travail des salariéEs et la baisse des factures. C'est la seule manière de préserver la ressource en eau qui ne peut être une marchandise, d'assurer une qualité au service, et d'exercer un vrai contrôle.

Commission nationale écologie

«La jeunesse peut se réveiller et jouer le même rôle qu'en 2006 contre le contrat première embauche»

Entretien. Depuis plusieurs semaines, l'université Jean-Jaurès (ex-Mirail) à Toulouse est en lutte contre l'austérité budgétaire, mais aussi contre le barrage de Sivens, les violences policières et la répression. Robin, Arya et Gaëtan sont étudiantEs et militantEs au NPA. Ils ont accepté de nous parler de leur lutte.



Les étudiantEs en AG mercredi 26 novembre. DR

Pourquoi une dynamique propre à Toulouse?

Arya : La particularité de Toulouse, c'est la proximité avec la ZAD du Testet. Dès le 4 novembre, des zadistes sont arrivés au Mirail pour porter sur la fac les questions autour de la répression et du barrage. De notre côté, nous avions déjà lancé un mouvement contre l'austérité budgétaire dans les universités. On a pu intégrer la question de la répression précisément par le biais de l'austérité : alors qu'il n'y a plus de moyens pour les universités, les budgets alloués à la défense des grands projets inutiles et à la répression des mouvements sociaux sont colossaux.

Robin : La répression au Testet et la mort de Rémi Fraisse ont été un élément déclencheur. De nombreux étudiantEs de la fac se sont déjà rendus sur le lieu de projet de barrage et beaucoup d'entre nous sont sensibles aux questions écologiques, à

la question de l'aménagement et de l'appropriation de nos territoires. Et puis, il y a les conditions de vie et d'études qui se dégradent. Ces problématiques resurgissent sur le devant de la scène.

Gaëtan : De nombreuses manifestations ont eu lieu, la plupart ont été interdites et réprimées. Les jours de manifestation, Toulouse est militarisée et les arrestations arbitraires se multiplient. Des étudiantEs du Mirail subissent cette répression, dont moi-même, puisque j'ai passé 48 heures en garde à vue après la manifestation du 8 novembre. Je passe en procès le 4 décembre. Des peines très lourdes sont tombées, allant jusqu'à la prison ferme...

Qu'avez-vous fait spécifiquement sur la question des inculpés et des condamnés?

Gaëtan : Deux étudiantEs du Mirail ont été interpellés et cela nous a

pu pousser à passer à l'offensive pour les défendre. Après chaque vague d'arrestation, nous allons devant le commissariat, puis devant le palais de justice pour réclamer la relaxe des inculpés et l'amnistie de tous les condamnés. Nous avons organisé une caisse de soutien pour les inculpés, afin de financer leurs frais de justice. Mercredi soir, nous avons fait un meeting/concert de soutien, où sont intervenus les secteurs en lutte toulousains, suivi d'un concert de soutien.

Robin : Les attaques contre ceux et celles qui résistent s'intensifient, tant sur les lieux de travail que dans les quartiers, ainsi que dans les manifestations. Cela pose la question de la légitimité même de la lutte sociale, dont le droit est remis en cause systématiquement, lorsque le gouvernement est en difficulté. C'est pour cela que le combat contre la répression est pour nous intimement lié à la lutte contre la politique d'austérité, contre ce gouvernement au service de patrons.

Arya : La tâche centrale est de produire du matériel pour expliquer les liens entre la répression,

le barrage de Sivens et l'austérité budgétaire. Ce n'est pas toujours simple, bon nombre d'étudiantEs sont préoccupés avant tout par la dégradation de leurs conditions d'études et de vie, mais petit à petit, ils et elles prennent conscience que lutter contre la répression des mouvements sociaux, c'est lutter... pour la possibilité de lutter!

Et maintenant?

Robin : Nous avons bien conscience que la mobilisation se cantonne aujourd'hui à quelques lieux isolés. Mais il y a déjà une possibilité de victoire à Sivens qui montre que la mobilisation collective paie. La jeunesse peut se réveiller et jouer le même rôle qu'en 2006 contre le contrat première embauche (CPE). Bien entendu, rien n'est joué, il reste encore à convaincre, unifier, passer à l'action de façon majoritaire sur les universités, les lycées, les lieux de travail.

Arya : Nous devons trouver le moyen pour faire en sorte que la mobilisation prenne nationale. Il y a bien entendu la question des inculpés et du barrage de Sivens, mais ce qui est commun à toutes les universités aujourd'hui, c'est le désengagement financier de l'État dans l'enseignement supérieur et la recherche. Il nous faut trouver la bonne formule pour que toutes les facs de France se soulèvent et disent «stop!» : stop à l'austérité, stop à la répression, stop aux choix de répartitions budgétaires qui favorisent les intérêts privés à notre détriment!

Gaëtan : Nous tentons également de nous tourner vers l'extérieur et le monde du travail car on pense qu'un mouvement d'ampleur est le seul moyen de faire changer les choses. Étendre la mobilisation à d'autres secteurs peut nous permettre d'avancer et de ne pas stagner sur la fac et mourir à petit feu. Par le passé, le mouvement étudiant a pu jouer un rôle d'entraînement, anticipant un soulèvement du monde du travail. On pense que l'on peut encore y arriver.

Propos recueillis par des correspondantEs du NPA 31

NORMES ÉNERGÉTIQUES

Et une reculade de plus!

Manuel Valls vient de donner satisfaction à la fédération française du bâtiment (regroupement des patrons du bâtiment), en repoussant de 3 ans, à janvier 2018, la mise en application de la norme RT 2012, pour les logements collectifs.

Selon la RT 2012, mesure phare du Grenelle de l'environnement qui vise à diviser par trois la consommation d'énergie des logements neufs, tous les bâtiments neufs à usage d'habitation devaient avoir une consommation maximale d'énergie de 50 kilowattheures par

mètre carré et par an à compter du 1^{er} janvier 2013. Les logements collectifs bénéficiaient d'une dérogation permettant une consommation maximale de 57,5 kWh/m²/an jusqu'au 1^{er} janvier 2015. C'est cette échéance dont Manuel Valls vient d'annoncer le report au 1^{er} janvier 2018.



L'environnement ou les profits, il faut choisir!

Valls a fait sien le discours libéral actuel selon lequel il y a beaucoup trop de normes et qu'il est nécessaire de simplifier... Un cadeau de plus aux patrons, dont le but est de construire moins cher. Non pas pour en faire bénéficier les acquéreurs

de logements ou les locataires des logements sociaux, ni pour lutter contre le réchauffement climatique, mais pour accroître leurs profits. Les prix de vente étant fixes pour ce qui concerne le logement social, et limités par un marché stagnant ou en baisse dans le libre, les patrons du bâtiment n'ont rien à faire de normes énergétiques qui leur coûtent. Ils préfèrent préserver leurs marges plutôt que l'environnement.

À quoi servent les «Grenelle de l'environnement» et autres «conférences environnementales», puisque les gouvernements eux-mêmes ne respectent pas le peu d'engagements pris? On n'obtiendra que ce qu'on imposera, par nos mobilisations!

Commission nationale écologie

RÉFORME

Tout est bon dans le Macron?

Le ministre de l'Économie présentera au conseil des ministres le 10 décembre prochain son «projet de loi sur la croissance et l'activité». Composé de 107 articles, ce vaste fourre-tout libéral vise à «libérer l'activité», «stimuler l'investissement» et «développer l'emploi et le dialogue social».

Initié par Montebourg, ce projet devait à la base s'attaquer aux situations de rente des professions réglementées, pour soi-disant rendre du pouvoir d'achat aux Français. On y adjoint

désormais des sujets aussi variés que le développement du transport par autocar, l'allègement des règles d'urbanisme, et de nouvelles mesures en matière de simplification de la vie des entreprises.

IVG Il y a 40 ans, la loi Veil. Et depuis ?

Le 29 novembre 1974, après un débat parlementaire d'une grande violence, était votée la loi Veil autorisant l'avortement. Le résultat du combat des femmes pour le droit à disposer de leur corps, une lutte toujours d'actualité 40 ans plus tard...

Des années de luttes des femmes

Les années précédant l'adoption de la loi ont été denses en luttes des femmes pour l'avortement : manifeste de 343 femmes déclarant avoir eu recours à l'avortement en 1971, mobilisations autour du procès de Bobigny de 1972, manifeste de 345 médecins en 1973, création du MLAC (Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception) en avril 1973...

On estime alors à plusieurs centaines de milliers le nombre d'avortements clandestins et à plusieurs centaines le nombre de décès par an liés à ces avortements.

Une loi fragile

Si elle représente une première victoire, la loi Veil de 1974 reste partielle et fragile. Elle n'est adoptée que pour 5 ans. Elle comprend de nombreuses mesures limitant la pratique de l'avortement : les femmes doivent prouver qu'elles sont en « situation de détresse », les mineures doivent obtenir l'autorisation des parents, les avortements provoqués ne peuvent constituer plus d'un quart des actes chirurgicaux des établissements, ils ne sont pas remboursés, et les médecins doivent signer une clause de conscience pour le pratiquer.

Les femmes sont confrontées à des pratiques dissuasives de médecins, peu de centres IVG (CIVG) sont créés dans les hôpitaux publics, et même avec la loi, de nombreuses inculpations ont eu lieu pour avortements illégaux, ceux-ci se poursuivant du fait des insuffisances de la loi.

Des améliorations progressives mais limitées

Depuis, sous la pression du mouvement des femmes, le droit à l'avortement a été confirmé et élargi. En 1979, la loi est reconduite et inscrit l'obligation pour les hôpitaux publics d'organiser la pratique des IVG. En 1982, l'IVG est remboursé par la Sécurité sociale. En 1993, le délit d'entrave à l'IVG est créé. Il faut attendre 2001 pour que l'avortement ne soit plus traité juridiquement par le code pénal, mais celui de la santé. Le délai pour avorter passe de 10 à 12 semaines et l'autorisation parentale pour les mineures est supprimée. Il y a quelques mois, la loi Vallaud-Belkacem a porté le remboursement de l'IVG à 100 %, revalorisé sa tarification, et enfin supprimé la référence à la « situation de détresse ».

Un combat toujours d'actualité

Certaines des mesures limitatives persistent encore, tel le délai obligatoire de réflexion ou la clause de conscience permettant aux médecins de refuser de pratiquer un avortement. Le droit à l'IVG reste empreint de sa logique d'origine de dépénalisation : il est autorisé, mais son accès reste limité. Des



Le 1^{er} février 2014 à Paris contre la remise en cause du droit à l'avortement en Espagne. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

structures refusent des avortements entre 10 et 12 semaines, la pratique des IVG repose encore sur des professionnelles militantes... et plus de 130 CIVG ont fermé en 10 ans sous les effets des politiques d'austérité. Faute de pouvoir avorter dans les délais légaux, 3 500 à 5 000 femmes se rendent toujours chaque année à l'étranger.

L'exemple espagnol nous montre aussi, avec la tentative du gouvernement conservateur de limiter drastiquement l'accès à l'IVG, que des reculs importants sont toujours possibles. Rien n'est jamais acquis, et, concernant le droit à l'avortement libre, gratuit et accessible, tout n'est pas encore gagné !

Abby Taro

ÉDUCATION PRIORITAIRE Le gouvernement veut zapper les ZEP, la mobilisation s'organise

Le gouvernement Hollande ne se lasse pas de faire payer les pauvres, et s'attaque maintenant aux enfants des pauvres. Ainsi, le ministère de l'Éducation nationale dévoile académie par académie une nouvelle carte des établissements bénéficiant des dispositifs d'éducation prioritaire...

Ces dispositifs octroient quelques moyens supplémentaires aux établissements accueillant des élèves issus de milieux plus défavorisés, permettant ainsi des effectifs moins importants dans les classes, des dédoublements pour travailler en petits groupes, etc. Avec la nouvelle carte, plusieurs dizaines d'établissements scolaires (lycées, collèges et écoles) sortiront de ces dispositifs, voyant ainsi les conditions de travail des enseignantEs et les conditions d'études des élèves se dégrader considérablement. Le résultat direct de la politique d'austérité menée dans tous les services publics, tandis que les exonérations et les cadeaux au patronat continuent.



À Paris ce 27 novembre. DR

Se battre contre cette injustice sociale

Contre ce nouveau scandale, jeudi 27 novembre, des enseignantEs des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis, de Paris et de Seine-et-Marne, étaient en grève pour réclamer qu'aucun établissement scolaire ne sorte de ZEP, et des moyens supplémentaires pour pouvoir enseigner dans de bonnes conditions. Certaines équipes enseignantes, déterminées à ne rien lâcher, comme à Montreuil

dans le 93 ou dans le 77 se sont mises en grève reconductible. Dans de nombreuses communes, la mobilisation s'organise, avec le soutien actif des parents d'élèves qui multiplient les actions d'occupation d'écoles, de blocage de collège ou de lycée. La grève a aussi été suivie par des établissements qui ne sont pas directement concernés par la sortie d'éducation prioritaire, en solidarité mais aussi pour marquer leur ras-le-bol de conditions de travail toujours plus dégradées. Suite à la forte mobilisation du 27 novembre, une nouvelle journée de grève est appelée le mardi 9 décembre. Elle doit être l'occasion de rassembler toutes les forces.

Correspondante

ACCÈS AUX SOINS Ça se dégrade...

Une étude récente de l'Observatoire Jalma/IFOP sur les difficultés pour la population d'accéder aux soins montre que 65 % des personnes interrogées constatent une dégradation du système de soins.

Soixante pourcent répondent que l'hôpital public se dégrade et 52% portent le même diagnostic pour les soins en ville. La première cause avancée concerne les délais d'attente pour 64% des interrogés. La situation est particulièrement critique pour l'accès aux spécialistes : le délai d'attente est de 51 jours contre 44 en 2011 : 36 jours pour l'ORL, 50 pour un dermatologue, 57 jours pour un gynécologue et 111 jours pour l'ophtalmo ! La deuxième cause est le coût : 46% des personnes. Pas étonnant quand on sait que la sécu ne rembourse plus que 55% des soins courants. La troisième cause porte sur l'éloignement géographique et trouve donc ses racines dans la fermeture des établissements de proximité (maternités, centre d'IVG, centres sociaux) et dans les déserts médicaux.

En finir avec le virus de la marchandisation

Cette étude illustre les dégâts des politiques de santé successives qui visent à privatiser le système de santé et à chercher dans le marché, inépuisable, des profits considérables. Pour mener à bien cet objectif, il faut faire sauter les deux verrous essentiels du système actuel : l'hôpital public et la Sécurité sociale.



Dans la manifestation de la Convergence des hôpitaux contre l'Hôstérité le 23 septembre 2014 à Paris. PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

L'hôpital est malmené par des budgets d'austérité, les restructurations et fermetures d'établissements et de services, fragilisé par son financement à la T2A, véritable poison qui favorise le transfert des soins les plus rentables vers les cliniques privées. La Sécurité sociale est attaquée de toutes parts : réduction du périmètre de ses remboursements au bénéfice des assurances privées, cadeaux au patronat qui obtient des réductions de cotisations et qui peut ainsi majorer ses profits sur le dos du salaire socialisé.

Pour un système public de santé débarrassé des virus de la rentabilité et de la marchandisation, pour répondre aux besoins de la population et réduire les inégalités, le préalable passe par un remboursement de tous les soins à 100% sans avance de frais.

Un véritable service public de santé pourra alors s'articuler autour d'un seul service public d'hospitalisation intégrant les cliniques privées et les Ehpad ; un réseau, dans les villes et les quartiers, de centres de santé pluridisciplinaires, gratuits, lieux de soins et de prévention avec la participation de collectifs d'habitants et des associations ; une industrie pharmaceutique placée sous contrôle public dans le cadre d'une Sécurité sociale autogérée.

C. Bensimon

Sur ce dernier point, elles sont grassement servies : après en avoir fini avec les élections prud'homales, il est prévu, entre autres, la mise au pas des conseillers, le recours accru au juge professionnel et la représentation obligatoire en cause d'appel, le tout en échange de la création d'un statut du défenseur syndical.

Le délit d'entrave sera modernisé, comprenez ne pourra plus donner lieu à des peines de prison (voir l'Anticapitaliste n°262), et la sanction, purement financière, sera donc le dernier recours, car « les phases de mise en demeure, d'avertissement et de contradictoire seront renforcées pour assurer l'accompagnement des entreprises de bonne foi et ne sanctionner que celles qui méconnaissent sciemment la loi »... Les médecins du travail seront, eux, rappelés à l'ordre en matière d'inaptitude (voir l'Anticapitaliste n°264).



Sécuriser l'emploi... ou les licenciements ?

L'ignominie atteint son comble avec la retouche de loi dite de sécurisation de l'emploi sur le volet PSE : pour faire fi des quelques jugements de tribunaux

administratifs qui ont donné raison aux salariéEs licenciés et aux syndicats, un périmètre d'application des critères d'ordre des licenciements à un niveau inférieur à celui de l'entreprise pourra être prévu. Cela signifie, par exemple, qu'en cas de fermeture d'un établissement, seuls le personnel de ce dernier, indépendamment de sa situation, pourra être impacté... Plus fort encore : l'annulation d'un plan en raison d'une insuffisance de motivation n'entraînera qu'une réparation de pure forme... car l'administration pourra prendre alors une nouvelle décision suffisamment motivée !

Ajouté à la généralisation du travail du dimanche et la légalisation du travail de nuit dans de nouvelles zones touristiques, pour plus le grand plaisir de Sephora et compagnie, on peut dire que

nous sommes en présence de lois de la même nocivité que les lois Hartz en Allemagne, du nom du DRH de Volkswagen qui les a inspirées au chancelier socialiste Schröder en 2000...

La réforme de trop ?

Le gouvernement joue son va-tout avant les élections départementales de mars 2015, dont le résultat s'annonce catastrophique pour le PS qui gère actuellement 60 départements sur 100. Finie la concertation avec les syndicats, méthode chère à Hollande pour faire avaler la potion amère ; écarté les « frondeurs », via un recours massif aux ordonnances pour faire passer ce texte coûte que coûte... La riposte s'organise : refus, en particulier en province, d'assurer des audiences de la part des avocatEs ; rejet par toutes les organisations syndicales,

et compris patronales, exceptée la CFDT, du texte lors du conseil supérieur de la prud'homie le 26 novembre dernier ; nouvelle mobilisation des salariéEs du commerce le 16 décembre prochain ; manifestation nationale des professions libérales le 22 janvier ; etc. La pression monte, en particulier du côté des députéEs PS à tel point que Cambadélis va adresser un mémorandum au gouvernement pour lui signifier ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Sur la question du travail dominical, la maire de Paris rentre elle en dissidence, en refusant de se voir imposer l'ouverture des grands magasins.

Mais qu'attendent les confédérations syndicales pour appeler unitairement à la grève pour le retrait du projet Macron ? Il y a urgence !

LD



Les comités en action!

Auxi-le-Château (62) Contre «l'eau-stérilité», des mesures d'urgence sociale et écologique!

Le mercredi 19 novembre, lors d'un rassemblement sur la place de l'Hôtel de ville d'Auxi-le-Château, les militantEs du comité NPA Temois ont appelé à la mobilisation contre la politique du gouvernement, protestant contre l'assassinat de Rémi Fraisse, conséquence logique de la répression du mouvement social.

Une mobilisation qui avait également pour but d'imposer des mesures d'urgence sociale et écologique, en particulier le retour en régie publique de la gestion de l'eau et une baisse de son prix pour 2015. Depuis la campagne des municipales, les militantEs sont mobiliséEs sur cette revendication, lançant une pétition, organisant des rassemblements et une réunion publique (voir *L'Anticapitaliste* n°255).

Le maire de cette petite commune semblait assez favorable à une gestion communale de l'eau, mais se veut aujourd'hui «réaliste». Pourtant, avec un prix de l'eau à 5,86 euros le m³, les militantEs du NPA ne lâcheront rien!

Val-d'Oise «Le Pen casses-toi, le 95 n'est pas à toi!»

Nous avons eu le malheur de recevoir deux Le Pen en un peu plus de deux semaines... Pour la petite-fille, environ 50 personnes comme comité d'accueil antifasciste. Cette fois-ci, 200 manifestantEs sont venus dimanche 23 novembre à Taverny pour exprimer leur colère contre la visite du vieux tortionnaire d'Algérie. À partir d'un appel issu d'une réunion du Collectif antifasciste 95, nous avons réussi à unir le NPA 95, AL 78/95, le PCF 95, le PG 95, l'UD CNT 95, Ensemble 95 et Solidaires-Justice Île-de-France pour cette action, ainsi que la liste de gauche dans laquelle le NPA était impliqué à Pontoise.

Le Pen était là à l'invitation d'Alexandre Simmonot, tête de liste départementale et conseiller municipal. Leur banquet payant a eu lieu dans la salle des fêtes de la mairie (JUMP).

Dans le cadre de la préparation des élections départementales, les deux Le Pen sont venus pour booster leurs troupes. Mais plus que jamais, les antifascistes du 95 sont prêts à faire le nécessaire pour faire reculer cette menace.

Compiègne (60) Initiative réussie avec Olivier Besancenot.

Mercredi 26 novembre, Olivier Besancenot est venu nous présenter son dernier livre coécrit avec Michael Löwy. 80 personnes – ex-ouvriers de Continental autour de Xavier Mathieu, militantEs libertaires, du Front de gauche, du NPA, ancienEs du NPA «orphelins» comme ils se définissent, militantEs locaux, jeunes intéressés par la décroissance, par les ZAD... – ont répondu présents pour écouter Olivier et débattre de l'actualité politique et des moyens de se mobiliser: les partis à la gauche du PS, les mobilisations ouvrières, les nouvelles formes de luttes contre les grands projets inutiles, etc.

Le débat a été riche et s'est terminé autour d'un verre dans le bar qui nous accueillait. Les participantEs ont tous manifesté leur contentement. Une initiative réussie qui ne doit pas rester sans lendemain et qui appelle de nouvelles rencontres, dans les luttes et dans les débats, pour construire un tous ensemble et débattre de l'alternative anticapitaliste.

Caen (14) Le NPA a la santé!

Mercredi 26 novembre, le NPA a organisé à Caen une réunion avec un camarade de la Commission santé du NPA. Une vingtaine de personnes, des visages nouveaux, essentiellement de la santé, mais aussi des salariéEs du médico-social venus de Cherbourg.

En introduction, le camarade a évoqué les méfaits de la privatisation de la santé au niveau international, avec l'illustration édifiante des ravages du virus Ebola en Afrique, les grands laboratoires privés négligeant la recherche de vaccin faute de perspectives de profits juteux. En Europe, la privatisation rampante sous l'égide de l'Union européenne fait son chemin et le gouvernement français est un bon élève! La future loi de santé sera une «super loi Bachelot» dont on connaît les effets dans les établissements publics.

Au cours de la réunion, plusieurs interventions sont revenues sur les dernières mobilisations, l'attitude des fédérations syndicales et partis politiques à la gauche de la gauche, ainsi que sur la «Convergence des hôpitaux en lutte contre l'hôstérilité», son intérêt et ses difficultés, une convergence porteuse d'espoir pour une mobilisation d'ensemble.

Une soirée chaleureuse et animée où le débat fut riche, qui s'est terminée par un pot convivial. Plusieurs participantEs ont laissé leurs coordonnées.

Souscription 2014

J'écris pour le Pacte de solidarité anticapitaliste

Camarade et AmiE proche de nos luttes,

Nous savons que les temps sont durs et que tu soutiens peut-être déjà une autre organisation syndicale ou associative. Mais si chacune à qui nous adressons cette lettre nous offre une contribution, nous pourrions continuer nos luttes: les petits ruisseaux font les grandes rivières. Tout au long de l'année, le NPA s'est engagé dans différentes campagnes: le soutien à la lutte des postierEs, des cheminotEs, à la Palestine, ou encore la lutte contre l'extrême droite... Certaines de nos actions et certains de nos militantEs ont été poursuivis en justice.

Chaque jour, nos camarades militent sur les lieux de travail, aident à l'organisation des salariéEs pour résister à l'exploitation, pour préparer aussi des luttes d'ampleur, un tous ensemble, et pour que le mouvement ouvrier reconquiert son indépendance politique. Nous défendons nos idées, nos perspectives, aidons à l'organisation de celles et ceux qui veulent résister dans les quartiers populaires. Nous militons aussi au sein de la jeunesse, «la flamme de la révolution».

Nous avons également les frais de tirages de tracts, d'affiches, les meetings... Bref, comme tu peux l'imaginer, un certain nombre de dépenses, mais jamais dans

l'excès, galas, buffets, ou autres pirouettes du genre...

Toutes ces activités ont de fait un coût pour notre trésorerie. Nous les assumons tant bien que mal avec les cotisations des membres de notre parti, mais cela ne suffit pas. Nous ne bénéficions d'aucune aide de l'État, contrairement aux grands partis institutionnels. C'est pourquoi chaque année nous avons besoin de l'aide de celles et ceux qui soutiennent nos combats. Nous savons bien que les difficultés financières sont le lot du plus grand nombre et de beaucoup de nos amiEs. Nous aurions besoin de 400 000 euros et aujourd'hui nous n'avons récolté qu'un peu plus de 40 000 euros. Nous sommes loin du compte, il y a urgence.

Nous demandons à celles et ceux qui sont proches de nos idées, proches de cœur ou proches de raison, de nous aider à poursuivre ce que nous défendons: un anticapitalisme sans compromis avec le système, la défense des oppriméEs, la lutte pour une société plus juste et plus égalitaire, une transformation révolutionnaire. Sache que, si tu es imposable, 66% du montant donné est déductible



des impôts (autrement dit, si tu nous donnes 30 euros... cela ne t'en coûte réellement que 10).

Alors, aucune, aucune hésitation... Salutations militantes fraternelles,
Le NPA

Par chèque

à l'ordre de «NPA souscription» et à renvoyer à NPA souscription, 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

Par carte bancaire

<http://souscription.npa2009.org>

Les Nôtres

En hommage à Michel Combret

Michel nous a quittés le 15 novembre, à 79 ans. C'était un militant inlassable, discret et efficace.

Il avait commencé dans les rangs de la JC, contre la guerre d'Algérie. Il avait participé à la création de la JCR, puis de la Ligue communiste, et enfin de la LCR.

Instituteur, il avait choisi de travailler avec les jeunes en rupture de société au sein de la PJJ (Protection judiciaire de la jeunesse). Militant syndicaliste au sein de la FEN puis de la FSU, il était actif dans les rangs de l'École Émancipée. À la retraite, il était parti pour des missions d'aide à la création de structures scolaires dans le cadre de l'association «Retraités sans Frontière», en particulier au Brésil dans les Favelas.

Fatigué, malade, il était toujours là, attentif à la vie politique jusque dans son petit village du Mas-de-Londres (34). Il avait récemment participé à la rédaction d'un article sur «l'autre 8 mai 1945», celui des massacres de Sétif, paru dans *Motivé-es* (n°135).

Bien sûr, on ne peut pas résumer une vie aussi remplie et une personnalité aussi attachante à travers le seul prisme de ses engagements militants. Il s'agit simplement d'illustrer l'importance qu'il avait pour nous, anticapitalistes.

Tu nous manques, Michel.
C.D.

En campagne

MANIFESTATION CONTRE LE FRONT NATIONAL

Le gouvernement de la répression policière

Après la répression à Sivens et contre les manifestations pour la Palestine, le gouvernement PS s'est une nouvelle fois illustré dans le domaine de la répression ce samedi 29 novembre. Avec une couleur particulière, puisqu'il s'agissait cette fois pour lui de protéger le congrès du FN.



Le cortège du NPA samedi dernier à Lyon. PHOTO THÈQUE ROUGE / NILS

Construire des collectifs unitaires

Protéger l'extrême droite, y compris par des moyens violents, ne pose donc pas plus de problème à ce gouvernement que de réprimer des manifestations contre sa politique.

Ce choix était d'autant plus scandaleux que, dans le congrès, la répartition du travail se poursuit entre les tendances fascistes, autour de Marion Maréchal-Le Pen, et les courants favorables à la participation aux institutions, autour de Florian

Philipot, tout cela sous l'arbitrage de Marine Le Pen.

Face à cette menace, il n'y a pas d'autre choix que de continuer notre combat. La mobilisation de Lyon peut être le départ d'un renouveau du combat contre l'extrême droite, avec la construction de collectifs unitaires dans toutes les régions, regroupant les militantEs des syndicats, des associations, des partis. Mais, dans cette manifestation, on a bien vu que le gouvernement n'est pas neutre, qu'il tente de se servir du FN afin de se présenter comme un moindre mal. Au contraire, nous pensons que le gouvernement, avec sa politique et les trop faibles résistances du mouvement ouvrier à sa politique, déroule le tapis rouge au FN. Contre le gouvernement, contre la droite et l'extrême droite, le combat continue!

Antoine Larrache

Cinéma

L'Oranais de Lyes Salem

Avec Lyes Salem, Khaled Benaïssa et Djemel Barek. Sortie le mercredi 19 novembre.

Cette fiction réussit, à travers l'histoire de trois amis, à planter les grandes étapes de l'histoire de l'Algérie de 1957 à 1987: de l'engagement dans le combat pour la «révolution nationale» à la dictature d'un pouvoir rejeté par la population (le film s'arrêtant à la veille du soulèvement de la jeunesse de l'automne 1988).



bois (son ancien boulot) et vit dans une maison bien plus modeste. La force de leurs liens ne se dément

pas. Au contraire elle se renforce avec la fondation d'une mythologie de l'héroïsme du moujahid (combattant) Djaffar et du martyr de sa jeune femme fondée sur un mensonge. C'est la déclinaison locale de l'édification du mythe du parti unique que conteste Farid, le 3^e de la bande, qui ne veut pas abdiquer de leurs rêves communs.

Vie brûlées

La bureaucratisation, l'arabisation forcée, sont évoquées par petites touches d'humour, alors que les différentes formes de corruption de ces hommes de l'appareil du FLN, devenu appareil de l'État, sont perceptibles à travers diverses situations souvent touchantes et dramatiques de leur vie personnelle. Un film qui met en scène des vies

brûlées par l'incandescence d'une période et d'un pays, l'Algérie, filmés avec infiniment de sensibilité et de chaleur. Des hommes, dont la vie se confond avec les souffrances d'un combat, et qui laissent leurs empreintes indélébiles après la victoire, puis avec l'exercice sans aucun contrôle du pouvoir, dans ce pays où, comme le dit un des personnages, la colonisation n'a «laissé que des photos, des pierres et des cimetières»...

À ne pas manquer donc, d'abord parce que c'est un des rares films sur le sujet, et ensuite parce que c'est une vraie réussite du réalisateur franco-algérien qui explique avoir travaillé à reconstruire les perceptions et sensations de son enfance. Et il y a réussi!

Cathy Billard

Avec pas mal de finesse, des touches d'humour parfois un peu désespéré (à la manière de Roberto Benigni), l'histoire, portée par les rythmes arabo-andalous des cabarets d'Oran, fait partager l'âpreté de l'engagement, l'enthousiasme de la victoire et des lendemains à construire, puis les doutes et les mécanismes conjugués du pouvoir, de la corruption et du mensonge, qui minent peu à peu de manière différenciée les trois amis.

À travers Djaffar, on entrevoit les conditions qui ont amené des dizaines de milliers d'Algériens à basculer du soutien passif et craintif au FLN à l'engagement total dans le combat pour l'indépendance. Dans cette guerre, Djaffar est commandant de maquis en Kabylie tandis que son ami Hamid devient un des représentants du FLN auprès des ambassades plus ou moins officielles et des institutions internationales.

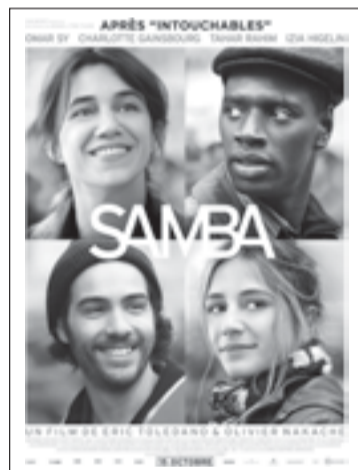
À l'indépendance, l'un devient ministre installé dans la superbe villa (bien vacante) d'un riche colon, avec sa jeune femme militante américaine des droits civiques, tandis que l'autre, représentant local du gouvernement, est chargé de relancer l'exploitation du

Samba de Éric Toledano et Olivier Nakache

Avec Omar Sy, Charlotte Gainsbourg et Tahar Rahim. Sortie le mercredi 15 octobre.

Utiliser les moyens du cinéma à large diffusion pour aborder les problèmes des sans-papiers n'est pas forcément une mauvaise idée. Dans *Samba*, appuyé par le savoir-faire de deux acteurs de qualité, Omar Sy, interprète du personnage central venu du Sénégal, et Tahar Rahim en prétendu Brésilien, on trouvera un certain nombre de notations justes sur les sans-papiers.

D'abord l'obsession de trouver un travail (n'importe lequel, on est toujours prêt), l'accumulation des documents (pour pouvoir prouver qu'on est en France depuis plusieurs années), la peur de la police (dans la rue, les transports en commun, lors des descentes sur les chantiers, etc.). Pour ce qui est du travail, agences d'intérim et patrons sont souvent peu regardants : il suffit de leur montrer un papier d'identité qui ait l'air à



peu près authentique (comme ça, l'employeur est couvert en cas de contrôle). Au gré des aléas de la vie, noms et prénoms varient : le personnage de Samba a trois ou quatre identités au long du film ; Wilson n'est pas Wilson, ni même Brésilien...

Il y aussi les sigles barbares que policiers, juges et organisations humanitaires utilisent sans les expliciter et dont il faut apprendre la signification... et les dangers comme OQTF. Enfin, il y aussi dans

ce film des moments de fraternité. Mais le manque de crédibilité de l'intrigue et du personnage interprété par Charlotte Gainsbourg gâche cette bonne idée de départ. Dommage!

Henri Wilno

Essai

Israël-Palestine, le conflit dans les manuels scolaires, coordonné par Roland Lombard et Marilyn Pacouret

Éditions Syllepse, 2014, 5 euros.



Ce travail collectif d'enseignants chercheurs français, suédois, israélienne et palestinienne, attire l'attention sur l'enjeu de la transmission de ce que l'un d'entre eux appelle une «une question socialement vive» et plus spatialement «une patate chaude» qu'il faut faire refroidir...

En effet, ne pas donner à comprendre les contradictions historiques, les choix politiques des acteurs du conflit, revient à livrer les élèves à l'embrigadement derrière la légitimation soit du combat du «peuple juif» pour la terre de ses origines, soit de la guerre des religions ou du choc des civilisations (pris d'un point de vue ou d'un autre).

Ce que soulignent les analyses des différents manuels nationaux, c'est que par delà la diversité des points de vue officiels que les manuels transpirent, ils ont en commun les mêmes «vides» de notions historiques et politiques. Les manuels israéliens qui visent à armer les futurs soldats-citoyens de la légitimité de poursuivre l'objectif sioniste «une terre sans peuple pour un peuple sans terre» omettent deux choses : la naissance de ce projet comme un plan de l'impérialisme britannique avant la formulation de Theodor Herzl, et la réalité historique de l'existence d'un peuple palestinien. Les manuels palestiniens des Territoires occupés évidemment visés par les occupants, sont lissés de tout antisémitisme mais fondés exclusivement sur l'identité religieuse du peuple palestinien, indépendamment de tout contenu social ou projet politique.

Quant aux manuels suédois et français arimés à la défense de la légalité internationale (dont ils ne soulignent pas le non-respect), ils traitent le conflit au mieux comme l'expression du «problème palestinien» dont ils se gardent bien d'expliquer l'origine (par exemple comment les Palestiniens sont-ils devenus des réfugiés ? D'où vient le problème de l'eau ?). Résultat, dans tous ces manuels les notions de Nakba (expulsion de 700 000 Palestiniens en 1948), de colonisation ou d'impérialisme ont totalement disparu...

Un petit bouquin qui fait réfléchir, non seulement les enseignants d'histoire-géo, mais toutes celles et ceux qui militent en solidarité avec le peuple palestinien... et écrivent des tracts pour appeler à la mobilisation.

Cathy Billard

Annnonce

Dédicace

Samedi 6 décembre Dominique Simonnot signera son livre sur la grève de mineurs de 1948, *Plus noir dans la nuit*, de 10h à 12h à la Librairie La folie d'encre 4 place du Caquet à Saint-Denis (Métro Basilique).



Roman

Le Grand Bousillage, Volker Braun

Éditions Métailié, 2014, 22 euros.

Contremaître renommé dans les mines de lignite qui, depuis la chute du mur, ferment les unes après les autres en Basse-Lusace¹, Flick², frisant la soixantaine, est finalement viré. À l'agence pour l'emploi où il agresse régulièrement sa conseillère, on ne lui propose que des «mini-jobs» et surtout de se calmer. Car cet homme à tout faire ne supporte pas de rester sans rien faire et, flanqué de son casque rouge, de ses mousquetons, de sa corne



d'appel et de son petit-fils Ludwig, dit le Jobard, décide de se lancer sur les routes d'Europe à la recherche de ce travail qui se dérobe. La lecture de cette fable subversive sur la destruction d'un monde du travail est «interdite aux mineurs et d'une utilité limitée pour les vieux au bout du rouleau», car les jeunes déserteraient les écoles s'ils apprenaient que «le plein emploi, c'était fini, (...) il allait falloir passer son temps autrement».

Dans ce véritable roman picaresque, notre Don Quichotte et son Sancho Pança de petit-fils se livrent à un tour de l'Europe du chômage, Flick, stakhanoviste inadapté à ce travail en miettes, devenant cueilleur de fraises, gardien d'œuvres d'art, tronçonneur municipal, affrontant de véritables moulins à vent (ici des éoliennes!), provoquant catastrophe sur catastrophe, mais surtout observant incrédule ce «mécanisme qui s'était transformé en un méga bulldozer, arrachant toutes les barrières et parcourant les continents sur le plan incliné des écarts de salaires».

Le mélange exagéré des styles traduit la collusion de mondes qui n'ont plus rien à voir, le grand chambardement de la classe ouvrière auquel nous assistons impuissants... pour le moment car «Peut-être faudra-t-il encore une fois épeler l'Humanité, lettre par lettre, et le nouveau début de l'Histoire aura comme titre : c'est pour le dernier homme qu'il faut faire le monde. [...] Le vrai travail n'a pas encore commencé, il coupera le souffle de cette société.»

Neïla

1- Région industrielle de l'ex-RDA aux confins de la Pologne où règne l'un des plus forts taux de chômage allemand.
2- Sans doute une allusion à Friedrich Flick, propriétaire d'usines d'armement sous le 3^e Reich, condamné en 1947, devenu ensuite actionnaire majoritaire de Daimler-Chrysler et l'une des plus grandes fortunes de la République fédérale...



L'Anticapitaliste | Libre expression

“ Boycottez-nous, c'est le meilleur service que vous pouvez rendre à celles et ceux qui en Israël se battent pour que justice soit rendue au peuple palestinien ”

Entretien. Infatigable militant anticolonialiste, directeur du centre d'information alternative à Jérusalem, **Michel Warchawski** était de passage à Toulouse pour une réunion-débat organisée dans le cadre des rencontres Euro-méditerranéenne. Il a bien voulu répondre à nos questions.

Quel bilan tires-tu de l'intervention à Gaza ?

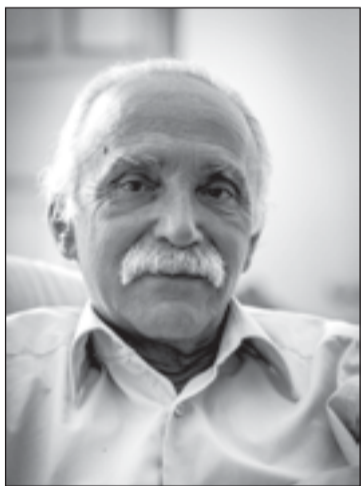
Cette agression, présentée à tort comme une guerre, est un échec pour le gouvernement israélien. Son objectif inavoué, mettre en échec le processus de réconciliation entre le Hamas et l'Autorité palestinienne (AP), n'a pas abouti. Car ne nous y trompons pas, ce n'est pas Gaza et la résistance qui étaient visés, c'était Mahmoud Abbas !

C'est un point de vue inhabituel. Peux-tu développer ?

Israël, pour poursuivre sa politique de colonisation, a besoin de montrer qu'il n'y a pas de partenaire pour la paix. L'attaque contre Gaza visait à faire se désolidariser l'Autorité palestinienne de la résistance à Gaza. Mais ceci ne pouvait aboutir, car l'AP aurait été désavouée par le peuple palestinien si elle n'avait pas condamné cette agression. La brutalité de l'attaque a isolé Israël sur le plan international, et c'est sous la pression des USA et de l'Égypte que le gouvernement Netanyahu a été contraint de signer un armistice. La seule faute politique du Hamas a été d'accepter de voir les négociations sur la levée du blocus remises à 4 mois. Car la tactique d'Israël est la même depuis plus de 20 ans : remettre à plus tard les décisions, faire traîner les négociations, et continuer d'avancer dans son projet inchangé depuis sa création : poursuivre la colonisation de la Palestine. Et 4 mois plus tard, le blocus n'est toujours pas levé !

Depuis, un nouveau front s'est ouvert à Jérusalem, en particulier autour de la question de l'accès à la mosquée al-Aqsa. Le conflit peut-il changer de nature ?

Le conflit est toujours un conflit entre une puissance occupante, un État colonial, et un peuple qui veut reconquérir ses droits. En Cisjordanie, et depuis plusieurs années à Jérusalem, se poursuit la politique d'implantations des colonies. À Jérusalem, les destructions de maisons arabes et la construction de nouvelles colonies s'accroissent. Par ailleurs, le gouvernement laisse des groupes de colons d'extrême droite multiplier les provocations



sur l'esplanade des mosquées et limite l'accès de la mosquée aux Palestiniens. C'est cela la réalité. Mais en effet, sous la pression des ultras, la politique du gouvernement cherche à déplacer aux yeux de l'opinion le conflit sur le terrain religieux. Pour cela, il s'attaque à un symbole essentiel pour tous les musulmans. Ce n'est pas nouveau : déjà en 2000, la provocation de Sharon sur l'esplanade des mosquées avait entraîné la deuxième Intifada ! Aujourd'hui, la pression des ultras dépasse même le gouvernement qui ne sait comment faire machine arrière. Au cours de négociations secrètes avec la Jordanie, Netanyahu a été mis en garde : toucher à ce lieu saint de l'Islam ne concerne pas que les Palestiniens, mais les musulmans du monde entier. Et là, ce serait un conflit d'une tout autre ampleur.

Cela m'amène à la question suivante : quelle est l'évolution de la société israélienne ?

Tout le monde peut l'observer : le gouvernement actuel est le plus à droite, voire à l'extrême droite, depuis la création de l'État d'Israël. Il n'y a que votre président pour ne pas s'en être aperçu : son discours d'amour pour Israël, lors de sa visite, était réellement honnête, de même que ses premières déclarations lors de l'agression contre Gaza.

Au moment de cette agression, tu as parlé de « fascisation du régime ».

N'est ce pas un peu excessif ?

Je persiste ! Quand un gouvernement pratique une politique pour museler l'opposition, quand il fait voter des lois racistes, liberticides, n'est-ce pas le début d'un processus qui vise à terroriser la population ? La brutalité de l'ambiance créée, plus l'apparition de petits groupes fascistes et de milices, ce n'est pas comme cela que ça a commencé en d'autres temps et d'autres lieux ?

Et la gauche dans tout ça ?

La droite est à l'offensive, structurée, réaffirmant sans état d'âme son projet colonial. La gauche, désarçonnée, est hors jeu. Pour prendre une image : nous n'étions que 3 000 à manifester au moment de l'agression contre Gaza, ce qui est très peu. Mais on pourrait dire que nous étions 100 000 de plus si l'on compte celles et ceux qui quittent aujourd'hui le pays parce qu'ils ne supportent plus l'évolution de cette société. Ce sont les jeunes, souvent les plus diplômés, qui cherchent à partir. Beaucoup d'Israéliens aujourd'hui se font faire des passeports pour avoir une double nationalité.

En France, il y a beaucoup de reportages sur les départs des juifs français en Israël

Peut-être, mais ce qu'on oublie de dire, c'est qu'au bout d'un an, la moitié environ repart !

À tes yeux, quel est le sens de la proposition du gouvernement d'une loi visant à instaurer Israël comme « État-nation du peuple juif » ?

Une provocation supplémentaire ! Et une surenchère de plus dans la réaffirmation des discriminations envers les Palestiniens d'Israël. Une autre façon de dire au peuple palestinien : oubliez la question des réfugiés.

Pour changer de registre, la France et d'autres membres de l'Europe s'apprêtent à reconnaître l'État palestinien. Qu'en penses-tu ?

La rage que cela provoque dans la classe politique israélienne fait plaisir ! Mais au-delà, il faut l'interpréter comme un coup de semonce donné par la communauté

internationale envers un allié qui devient incontrôlé et commence à irriter même « l'establishment » américain. Celui-ci a besoin dans sa coalition contre Daesh du soutien des gouvernements arabes, et les prises de position de Netanyahu deviennent encombrantes. Alors tout ce qui est mauvais pour le gouvernement israélien est bon à prendre ! Mais ce n'est qu'un gain symbolique, cela ne changera pas la vie des Palestiniens, la réalité de l'occupation, de la colonisation. Un État qui n'a pas de souveraineté, qui ne contrôle pas ses frontières, n'est pas un État, juste un bantoustan ! Et pour imposer la reconnaissance des droits des Palestiniens à Israël (dont le projet, inchangé depuis sa création – faut-il le rappeler –, reste la colonisation de plus de territoire possible), il faudra un bouleversement tout autre du rapport de forces à l'échelle internationale. Il faudra une réelle volonté politique de la communauté internationale de s'opposer réellement à la politique israélienne, au-delà du geste symbolique...

Une remarque encore : il faut toute l'arrogance israélienne pour reprocher aux Palestiniens de proclamer unilatéralement un État. Que je sache, l'occupation, la création même de l'État d'Israël, n'a pas été une décision conjointe !

Alors que faire ?

Cela se résume en trois mots : Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS). Quand les États ont failli, c'est aux sociétés civiles de prendre le relais ! Il faut boycotter, isoler par tous les moyens cet État voyou. D'ailleurs, cette campagne inquiète le gouvernement israélien qui vient de faire voter une loi criminalisant le soutien au boycott en Israël même. Amplifier cette campagne, en faire l'axe central de la solidarité, est aujourd'hui, à mes yeux, ce qui doit être la priorité du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien. J'ai envie de vous dire : boycottez-nous, c'est le meilleur service que vous pouvez rendre à celles et ceux qui en Israël se battent pour que justice soit rendue au peuple palestinien.

Propos recueillis par Claude B.

Vu ailleurs

El Watan... UN AUTRE MASSACRE COLONIAL.

Des tombes blanches s'alignent sur le sol couvert de coquillages dans un cimetière près de Dakar. C'est là que le 1^{er} décembre 1944, l'armée française a « massacré » des tirailleurs sénégalais réclamant leur paie. [...] Le 4 novembre 1944, quelque 1300 d'entre eux, d'ex-prisonniers de guerre des Allemands, embarquent en France pour leur pays, affirme Cheikh Faty Faye, historien à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Après leur arrivée au camp militaire de Thiaroye plus de deux semaines plus tard, ils se révoltent contre le retard du paiement de leurs arriérés de soldes, plusieurs refusant de rentrer dans leurs pays sans être payés. Le 28 novembre 1944, ils séquestrent pendant plusieurs heures un haut responsable militaire français. Ils font fi des sommations des autorités coloniales qui ordonnent alors d'ouvrir le feu sur ces « mutins » le 1^{er} décembre 1944, selon des archives coloniales.

« La plupart des historiens s'accordent sur le chiffre total de soixante-dix morts », indique le service historique du ministère français de la Défense [...]. Un bilan officiel que Cheikh Faty Faye juge inférieur au chiffre réel. Et l'historienne française Armelle Mabon, qui parle de « massacre », estime que « le nombre de morts reste une zone d'ombre ».

Le président français François Hollande doit visiter le cimetière de Thiaroye aujourd'hui et remettre aux autorités sénégalaises des archives numérisées sur cet épisode. « La part d'ombre de notre histoire, c'est aussi la répression sanglante » de Thiaroye contre des soldats africains « qui s'étaient battus pour la France », avait-il déclaré lors d'une visite à Dakar en octobre 2012, avant de promettre un don d'archives de la France sur « ce drame ». Mais pour Cheikh Faty Faye, « la France n'a aucun intérêt à dire la vérité sur les événements de Thiaroye 1944, au même titre que d'autres massacres coloniaux ». La tuerie de Thiaroye est « un acte barbare sur lequel l'administration coloniale aura tout fait pour garder le secret », dit-il.

« Sénégal : Il y a 70 ans, la France "massacrait" des tirailleurs près de Dakar », *El Watan*, dimanche 30 novembre 2014

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 18 € <input type="checkbox"/> 36 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org